

ETHIOPIYA

Organé
Whebdomadaire
Aidé par la Régie
Nationale
de l'Agence Guinéenne
de Presse

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITÉ
Compte Chèques Postaux 6975 — Banque République de Guinée 3-34-32

CE QUE NOUS DEVONS AVOIR TOUJOURS
PRESENT A L'ESPRIT, C'EST QUE NOTRE
ACTION REVOLUTIONNAIRE ENGAGE LE
DESTIN HISTORIQUE DE TOUTE L'AFRIQUE,
QU'ELLE DEBORDE PAR SON AMPLIEUR ET
SON ESPRIT LES LIMITES DE LA NATION
GUINEENNE.

SEKOU TOURE

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

L'Affaire de Koweït

UNE VAGUE ODEUR DE PÉTROLE

Koweït est un petit territoire de quelques 20.000 km², situé au fond du golfe Persique entre l'Irak et l'Arabie Séoudite. Gorgé de pétrole, il fournit 84 millions de tonnes métriques d'or noir par an, dont la moitié vont à la Grande Bretagne. Sur le plan politique, Koweït est un Etat indépendant depuis le 18 juin dernier, le traité de 1899 qui le liait à Londres et lui interdisait d'entretenir des relations diplomatiques avec d'autres pays que la Grande-Bretagne, ayant été abrogé.

Or, dimanche 25 juin, le général Kassem, président du Conseil de l'Irak, déclarait au cours d'une conférence de presse : « L'opinion publique civilisée ne peut tolérer que l'on crée des Etats artificiels tels que Koweït, sur une base communautaire ou tribale ». Il annonçait qu'il porterait désormais l'essentiel de son intérêt à son projet de réunification du territoire irakien, qu'un décret présidentiel serait publié « très prochainement » nommant le cheik régnant de Koweït au poste de Kaïmakil (commissaire) de la magistrature du pays, qu'il avait d'ores et déjà mis au point un plan de développement économique et social de

son « droit légitime de protéger son indépendance se sont : la Jordanie, l'Arabie Séoudite et la R.A.U. qui, dans un communiqué faisait savoir « que la R.A.U. ne peut soutenir une tendance en faveur de l'unité que si elle est une expression complète de la volonté du peuple arabe basée sur la liberté de choix ».

A Koweït même, des manifestations se déroulent sans arrêt depuis lundi, annonce l'A.F.P., pour protester contre les revendications irakiennes sur la principauté. La population se réunit « place de la Sécurité publique » où des discours improvisés condamnent ces revendications et font acclamer l'indépendance de Koweït. Ces manifestations ont, paraît-il, surpris le gouvernement qui ne s'attendait pas à une telle explosion d'enthousiasme populaire. Une nouveauté dont presque tout Koweït s'entretenant jusqu'au tant que des revendications irakiennes, c'est l'apparition dans les rues, de centaines de femmes dévoilées. Il semble qu'elles aient saisi l'occasion pour forcer leur entrée dans la vie publique qui leur était, jusqu'à présent, strictement refusée.

La presse de Koweït ridiculise les

La réorganisation du Secrétariat des Nations - Unies

Le Comité d'experts chargés par l'Assemblée générale de passer en revue les activités et l'organisation du Secrétariat des Nations Unies a proposé dans un rapport publié jeudi, 22 juin, d'appliquer une nouvelle formule au recrutement des fonctionnaires de l'O.N.U. qui, fondé principalement sur un critère démographique, augmenterait considérablement le nombre des fonctionnaires de l'Est européen (qui passerait de 87 à 253), de l'Afrique et de l'Asie et diminuerait le contingent de l'Europe occidentale (qui passerait de 415 à 317) et d'Amérique Latine. L'ancienne formule appliquée dans le recrutement des fonctionnaires de l'O.N.U. était fondée sur les contributions des Etats membres au budget de l'organisation. Ce critère demeure, mais vient désormais en quatrième place. Les trois premiers sont : la qualité en tant que telle de membre de l'organisation qui entraîne automatiquement un quota de deux fonctionnaires pour chacun des 99 pays ; le facteur démographique et l'opportunité d'obtenir un équilibre géographique d'ensemble pour les sept principales régions géographiques du monde, ces régions étant l'Afri-

FIN DE LA CONFÉRENCE DE L'O.I.T.

M. David Morse, directeur-général de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.) a clôturé le 27 juin les débats de la conférence.

Démentant certaines allégations, il a déclaré que l'O.I.T. s'efforçait d'inclure dans son personnel un nombre croissant de fonctionnaires des nouveaux Etats membres de l'Organisation.

En ce qui concerne ces jeunes Etats, et notamment ceux d'Afrique, a-t-il ajouté, « la principale difficulté réside dans le fait que le besoin se fait sentir dans ces pays de conserver le personnel compétent requis par l'O.I.T. J'espère et je crois qu'un

nombre plus important de pays africains pourra bientôt être inclus dans le personnel de l'O.I.T. »

Les princes laotiens regagnent leur patrie

Les princes Boun Oum, chef du groupe de Savannaket et Souphanouvong, chef du néo Laoskat, sont partis séparément de Genève pour le Laos.

Le prince Souphanouvong dès son départ de Genève a déclaré : « J'ai confiance qu'un gouvernement de coalition sera formé, si l'on fait preuve de bonne volonté dans l'autre camp. Nous devons nous rencontrer à nouveau en territoire laotien à la mi-juillet ».

Enfin le prince Souvanna Phuma, quitté Genève le 26 juin pour se rendre à Paris d'où il prendra l'avion Phnom Penh, capitale du Cambodge.

Épidémie de choléra en Inde

En Inde septentrionale, une épidémie de choléra a causé la mort de 80 personnes au cours des dernières 24 heures du 28 juin. 300 personnes ont été hospitalisées.

NOS ECHOS

Il paraît que le rire, comme le travail, est le propre de l'homme. Alors, distrayons-nous un peu, rions et culpédons. Suivez le guide.

**

Qui, culpédons...

de toute personne qui en dénoncerait une autre par malveillance. Domage que ces us n'aient plus cours. A quelle pénurie d'index n'assisterait-on pas !

**

NAFAVA ne rime pas avec

Irak, refusant de reconnaître l'accord de 1899 sur Koweït, était remise à toutes les représentations diplomatiques accréditées à Bagdad. « Koweït faisait et fait toujours partie intégrante de l'Irak », affirmait par ailleurs la note qui dénonçait « le nouvel accord impérialiste conclu le 19 juin entre la Grande-Bretagne et l'Emir de Koweït, tendant à perpétuer l'influence impérialiste sur ce pays et à maintenir sa séparation de l'Irak ».

Par la suite, l'Irak, à travers une campagne de presse semblait se préparer à étendre ses revendications au-delà de Koweït et faire valoir ses droits sur la côte séoudienne du golfe Persique jusqu'aux environs de Katar (péninsule de l'Arabie), englobant l'actuelle région côtière séoudienne du Hasa où se trouve une partie du bassin pétrolier séoudien.

Jeudi matin, 28 juin, la radio de Bagdad annonçait que l'Emirat de Koweït avait cessé d'exister. Il était rebaptisé : « le département Koweïtien du gouvernement de Bassora », (Bassora, port de l'Irak au fond du golfe Persique est voisin de Koweït).

Face aux revendications irakiennes, l'Emir de Koweït, le cheik Abdallah Salem El Asabah, lança dès lundi, 16 juin, un appel à la Ligue arabe pour qu'elle lui accorde son appui et une aide pour consolider son indépendance. L'état d'urgence était par ailleurs proclamé à Koweït et l'armée forte des effectifs d'une brigade, 2.400 hommes, était mise en état d'alerte. La ligue arabe se trouvait ainsi placée devant une crise grave et son secrétaire général, M. Abdel Khalek Hassouma, proposait la date provisoire du 17 juillet pour l'examen de la candidature de Koweït à la Ligue, estimant que d'ici là des contacts pourraient être établis avec le gouvernement irakien pour obtenir un adoucissement de la position du général Kassem.

Cependant, certains pays reconnaissaient en ce début de semaine, Koweït comme Etat indépendant : la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Iran, tandis que d'autres assuraient Koweït de leur soutien dans

déclarations du général Kassem qui a fait preuve d'une invraisemblable ignorance en parlant « de l'insuffisance de l'éducation dans la principauté de Koweït et de l'urgent besoin d'ouvrir des hôpitaux et des écoles : « le général Kassem, écrit Al Kadaf, ferait mieux de construire autre chose que des huttes de roseau et de boue pour les pauvres Irakiens, plutôt que de s'intéresser à la propagation de l'enseignement à Koweït. » De tous les Etats arabes, Koweït serait, en effet, de très loin, celui qui possède le plus grand nombre d'établissements scolaires et universitaires.

Certes la base juridique des revendications irakiennes est des plus faibles, puisqu'elle se base sur le fait que sous la domination ottomane d'avant 1899, Koweït faisait partie de la province turque de Bassora. Il ne fait aucun doute que la véritable raison est le pétrole. Grâce à l'annexion de Koweït, l'Irak deviendrait le plus gros producteur de pétrole du monde, dépassant même celle des Etats-Unis alors que cette dernière s'élève pourtant à 130 millions de tonnes par an.

Il ne faut donc pas s'étonner si les diverses unités navales britanniques opérant dans le golfe Persique et l'océan Indien ont été mises en état d'alerte : on ne s'étonne pas non plus des propos du Daily-Express qui écrivait lundi dernier : « A eux deux, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont en mesure d'empêcher que la menace qui pèse sur Koweït ne se précise davantage ».

« A NOS LECTEURS »

En raison de l'abondance des matières, nous reportons à notre prochain numéro la publication du roman - feuilleton « Soundjata ». La Rédaction.

Acheter et lire « Horoya »,

C'EST BIEN...

S'y abonner,

C'EST MIEUX !!

que, l'Asie, l'Extrême-Orient, l'Europe orientale, l'Amérique Latine, le Moyen-Orient et l'Amérique du Nord.

LA SITUATION EN FRANCE

LES ULTRAS PREPARENT-ILS UN NOUVEAU COUP DE FORCE ?

« Les chefs des ultras colonialistes fomentent en France et en Algérie un nouveau coup de force » écrit M. Claude Bourdet, dans un article du journal l'Observateur. Se référant à l'opinion de la plupart des observateurs français et étrangers sérieux M. Claude Bourdet écrit que les généraux qui étaient à la tête de la dernière rébellion militaire et fasciste d'Alger ne faisaient qu'assurer la couverture indispensable de cette opération. Aux dires de l'auteur, de l'article, les dirigeants principaux des « ultras » se trouvent en France et peuvent préparer impunément un coup d'Etat.

« Le procès judiciaire des anciens généraux qui ont participé à l'émeute d'avril à Alger, écrit Bourdet, a eu d'ailleurs pour effet essentiel de justifier moralement l'ensemble des chefs et des cadres du coup d'Etat et de prouver que le gouvernement ne veut aucunement curer ces anneaux concentriques d'infection ».

« Ainsi consolidés, les chefs secrets sont donc de nouveau en position d'attaque au sein de l'administration et de l'armée », poursuit Claude Bourdet. Cette impunité encourage les ultras, leur permet de briser, incendier, blesser, demain de nouveau de tuer, permet aux plastiqueurs de se procurer l'explosif militaire et de l'utiliser en toute sérénité. Plus encore, certains officiers qui ont participé à l'émeute d'avril en Algérie sont toujours en place et même parfois promus. Par exemple, le commandant Castaignet, qui avait participé à la rébellion fasciste, commande aujourd'hui un régiment d'artillerie en Algérie. »

L'article souligne que le gouvernement français, pratiquant une politique de laissez-faire à l'égard de

La méchanceté, la médisance ne paient pas, tout comme le crime... chez les anciens, une coutume voutée, dit-on que l'on coupât le doigt

l'extrême droite et des éléments fascistes, ne peut pas en même temps s'adosser aux masses populaires. Il veut « serrer la vis » aux syndicats. Le gouvernement, écrit enfin M. Claude Bourdet, n'a pas l'intention de conclure une paix franche en Algérie. Tout cela permet aux putschistes de travailler.

TEMPS DE PAUSE...

A Clervaux, près de Colombey-les-Deux-Eglises, les ex-général Chalé et consort, seront en « prison » comme des coqs en pâte.

En effet, une dépêche de l'A.F.F.P. nous annonce que « les ex-général Chalé et Zeller, les ex-général Bizot, Nicot et Petit, et les ex-commandants Robin et de Saint Marc ont rejoint la Maison centrale de Clervaux pour y purger leur « peine ». La maison de Clervaux (ajoute l'A.F.F.P.) est située à une dizaine de kilomètres de Colombey-les-Deux-Eglises... Un quartier de vingt-cinq cellules a été réservé aux ex-officiers. Ils auront une salle commune pour les repas, avec bibliothèque, radio et... télévision. Les condamnés jouiront d'une liberté totale de mouvement à l'intérieur de l'enceinte qui leur est assignée. Ils auront tous les livres et journaux désirés et (extrême punition) pourront recevoir les membres de leur famille ».

...Il faut bien souffler un peu... avant de reprendre du service !

Le lieutenant-colonel de parachutistes Jean Béchignac, accusé d'avoir participé à la révolte militaire d'Alger en avril dernier, a été condamné à deux ans de prison... avec sursis, par le Tribunal militaire « spécial ».

...Allez ! ...et ne recommencez pas !

RÉGIE NATIONALE
DE L'IMPRIMERIE DE GUINÉE

MOUGNA.

Il paraît que des fâneurs d'un mauvais genre ont fait leur apparition dans notre Prisme national dont nous avons maintenant tout lieu d'être fiers. Pas des pickpockets, du Prisme. Les vitrines regorgent de marchandises. Les vendeuses ont le sourire (mais oui ! Pourquoi souriez-vous ?...)

Alors, faisons en sorte que nul ne souille cette belle réputation. Et sus aux « piqueurs » !

Je ne mange pas de poisson.

Minuit... ou un peu plus tard...

Un quidam, sortant du cinéma, trouve une place dans un taxi. Une

veine ! En route pour Conakry-II.

Il est bientôt assailli par une odeur étrange, forte, qu'il apparemment raptivement à quel que chose de... pas

très frais... D'abord patient, il s'en

inquiete enfin auprès du conducteur. Celui-ci lui révèle qu'une des chiens

chargé un panier de poissons dans la malle arrière du véhicule.

« Je ne mangerai plus de poisson »,

déclare d'un air péremptoire le quidam. Discussion avec la vendeuse

qui, bien entendu, défend son biftéck... pardon, son poisson. L'homme

reste irréductible. Le taxi arrive à destination. Notre quidam descend.

Qu'a-t-il dit en guise d'au-revoir ?

« Je ne mangerai plus de poisson ! »

Autocritique ou quand la pointe

« bic » se déchaine.

Si nous parlions un peu d'Horoya

pour changer ?

Parions qu'aucun œil critique

n'aura laissé passer le « Projet de

révolution soviétique à l'O.N.U. »

Il paraît qu'il aurait fallu lire **résolu-**

tion. Homni soit qui mal y a pensé. Le typo est gardé à vue...

Passons en courant — et sans tré-

bucher sur la « Conférence des

Etats neutralisés » Nous n'en som-

mes pas là, dieu merci, étant plus

vigoureusement neutralistes.

Et ex-cusons-nous auprès de la

Suisse, aux paisibles pâturages, pour

avoir fait dire à M. Krim Belkacem

qu'elle est connue pour son « hosti-

lité traditionnelle », alors qu'il ne

pouvait être question, bien sûr, que

d'hospitalité.

Incorrection du correcteur. Il sera

à suivre.

Nouvelles du Continent africain

Après 7 ans de lutte

LA DERNIÈRE CARTE DES IMPÉRIALISTES EN ALGÉRIE

...Et quand on formulait, dans le dernier numéro d'**HOROYA**, des craintes quant au plan impérialiste de partage pur et simple de l'Algérie, on ne se trompait pas tellement... puisque le général de Gaulle lui-même affirme que nous n'avions pas tort... de nous méfier !

Au cours d'une « garden-party » (« murder-party » étant un terme extrêmement choquant !), le chef de l'Etat français n'a pas hésité à dire : « Oui ! Il y avait des « fils » (traduisons « ficelles »). J'espère que cela « marchera »... Si l'« association » n'est pas possible, « nous » envisageons le « partage ».

« Indiquons... qu'il faut régler virtuellement cette « affaire » avant la fin de l'année... en raison de la situation en Europe. » A un parlementaire algérien qui lui faisait remarquer que « l'Algérie est un pays occidental » et se demandait ce qu'elle deviendrait « sans la France », le général de Gaulle a répondu : « Ce qu'elle était en 1830 !... » Et de conclure, sans autre forme de procès : « Nous garderons Oran, entre autres, à cause de la base de Mers-el-Kébir. »

Oui, « Oran entre autres », et, pourquoi pas « le Sahara entre autres » ? à cause de Hassi R'Mel, à cause d'Hassi-Messaoud, à cause des explosions atomiques, à cause du napalm, à cause du portefeuille et des dividendes !...

Comme le disait **Le Journal d'Egypte** du 19 juin : « Le général de Gaulle avait régulièrement fait allusion, dans ses discours, à la possi-

Présidents Sékou Touré, Modibo Kéita et N'Krumah, entre autres, en fait foi !

Le peuple algérien n'acceptera jamais de voir son territoire découpé et vendu à l'encan : il ne déposera jamais les armes.

D'autre part, le Maroc et la Tunisie ne pourront pas demeurer spectateurs impassibles de la destruction de leur idéal commun, quels que soient les chemins qu'ils empruntent pour y arriver : l'unité maghrébine et par delà, l'unité de l'Afrique !

Si M. Terrenoire, ministre français de l'Information, annonce le retour en France d'un « certain nombre » de divisions, ne doutons pas que ces divisions seront remplacées par d'autres, plus sûres, parce que n'étant pas stimulées par la révolte contre les généraux... Leur nombre, alors, sera « certain ».

De plus, les troupes qui vont être ramenées en France placeront celle-ci, d'après l'agence française A.F.P., « dans une meilleure posture pour remplir son rôle en Europe dans le cadre de l'O.T.A.N. »

D'où l'on peut déduire le principe des vases communicants...

de Gaulle en Lorraine

suite de la première page

l'intention réelle de « laisser tomber » l'Algérie ayant à choisir entre deux solutions : 1^o continuation avec des effectifs accrus de la guerre d'Algérie et perte de la prépondérance militaire française en Europe. *La suite est dans la*

LA SITUATION POLITIQUE A ZANZIBAR

M. Abdul Rahman Mohamed, secrétaire général du Parti nationaliste de Zanzibar a laissé entendre que les Etats-Unis utilisent leur base de repérage pour satellites de Zanzibar pour camoufler des installations d'engins balistiques intercontinentaux.

M. Abdul Rahman Mohamed a déclaré que son Parti s'oppose à cette base parce que « nous soupçonnons fortement qu'elle n'est pas ce que disent les Américains ».

Le leader nationaliste africain a rendu le Parti d'opposition Afro-Shirazi responsable des émeutes du premier juin qui ont suivi les élections à Zanzibar. Il a déclaré que l'Afro-Shirazi a provoqué des troubles parce qu'il savait qu'il serait battu.

Il a ajouté que plus de 70 personnes ont été tuées, 2.000 blessées, et que 1.000 arrestations avaient été opérées.

M. Abdul Rahman Mohamed a exprimé la crainte que le gouvernement britannique ne suspende la Constitution de Zanzibar à la suite des troubles.

En Rhodésie du nord

LE PEUPLE EST DÉTERMINÉ A COMBATTRE POUR SON INDÉPENDANCE

Au moment où les Anglais, par des manœuvres de dernière minute, cherchent à revenir sur les concessions faites aux nationalistes africains de Rhodésie du Nord, en apportant des « retouches » à ces concessions, rappelons en bref la situation telle qu'elle se présente dans ce pays.

En Rhosésie du Nord, il y a environ 66.000 colons blancs contre une population africaine de 2 millions 300.000 habitants.

Or, à l'Assemblée législative, les Africains disposaient jusqu'ici de 8 sièges contre 22 aux colons ! Colons qui, naturellement se sont accaparés les meilleures terres et exploitent honteusement les autochtones.

Un coup d'œil sur la carte suffit pour comprendre toute l'importance de la Rhodésie du Nord pour l'ensemble de l'Afrique.

En « tenant » la Rhodésie, les Anglais montent la garde aux fron-

tières du Congo et contrôlent, au nord, le Tanganyika, que la Grande-Bretagne a toujours plus de mal à tenir en respect.

Devant la menace des nationalistes africains opprimés de Rhodésie, de se révolter, les Anglais ont préféré faire œuvre de souplesse après plusieurs essais infructueux de noyer les revendications africaines.

Le maintien de la « tranquillité » en Rhodésie du Nord est un élément essentiel des plans impérialistes, britanniques et occidentaux.

Ils ont donc en conséquence prévu, dans un « Livre Blanc » une augmentation un peu plus rationnelle (bien que non encore proportionnelle) de la représentation africaine dans le Conseil législatif. Sur 45 sièges, 15 d'entre eux devaient être pourvus par un collègue « supérieur », principalement composé d'Européens, 15 par un collègue « inférieur » à prédominance africaine, et les autres par un collègue « national » d'électeurs européens et africains. C'était un début, qui répondait en partie aux revendications du leader du Parti uni de l'indépendance nationale, M. Kenneth Kaunda.

Mais c'était compter sans les réactions du raciste patenté qu'est le « premier ministre » de Rhodésie, le sanguinaire Sir Roy Welensky.

Celui-ci envoyait à Londres, jeudi 21 juin, en gardant leur départ secret, deux de ses acolytes : Julian Green field, « ministre » de

Moïse Tschombé continue : « LE KATANGA NE COLLABORERA QU'AVEC UN GOUVERNEMENT VALABLE CELUI DE LÉOPOLDVILLE NE REPRÉSENTANT RIEN »

a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse

« Au fond, avec qui ai-je signé ? » nière heure de Bruxelles, il l'a fait. C'est ce que se demande à présent même par téléphone, car il est très, très pessimiste, et pressé de mettre

bilité d'un partage de l'Algérie, une « partition », d'après le vocabulaire diplomatique du jour Tout en protestant qu'il « ne le désirait pas », il avait cependant nommé une « Commission du Regroupement ethnique » qui, travaillant sous cette étiquette, mettait au point un plan de partage de l'Algérie ».

(N.D.L.R. : Rappelons que M. Schyves, envoyé spécial de l'O.N.U., a recueilli, ces temps derniers, les fiches signalétiques des réfugiés algériens en Tunisie et au Maroc en vue de leur « regroupement »)

« Le plan gaulliste vise à couper l'Algérie en de nombreuses colonies. La grande presse française n'hésite pas à faire campagne pour la partition, encouragée par le **New-York Times** et la presse américaine. Elle défend la « double nationalité » des Algériens, les enclaves militaires, et, finalement, l'« ultime recours », c'est-à-dire le « partage ». Elle donne les chiffres de la population française dans les villes à incorporer dans l'« Algérie française » :

Oran : 175.000 Européens, Alger : 275.000, Bône : 50.000, Philippeville : 30.000, Constanline : 40.000, etc.

Mais on ne parle pas du nombre des Algériens dans ces villes... et pour cause !

Mais passons... et citons les déclarations françaises pour cyniques qu'elles soient :

« L'armée française et son demi-million d'hommes en Algérie sera « casernée » dans l'« Algérie française dite occidentale » (O.T.A.N. le dira...). Le Sahara sera mis en état de « défense » (légitime, n'en doutez pas...)

La guerre d'aujourd'hui, tellement lourde et coûteuse pour le peuple français — qui donne son sang et son argent pour une cause injuste et perdue — semblera ridicule à côté de l'effort policier qu'il lui faudra faire pour protéger l'« Algérie française ». Il est clair, en effet, que le F.L.N. qui a lutté héroïquement, durant sept ans, pour une Algérie libre et souveraine, loin d'interrompre sa lutte l'intensifiera, avec l'aide de tous les pays africains dignes de ce nom. La récente déclaration des

tement compromise par la montée en fièvre de l'Allemagne) d'où nouvelle libre européen ou profit d'une nouvelle wer-match surarmée par les U.S.A., 20) contrepois français à l'Allemagne en Europe avec les troupes entraînées en Algérie et abandon de la guerre ruineuse d'Algérie.

Il semble donc que le général ait choisi la seconde solution...

A l'Assemblée nationale française, le débat sur la politique algérienne du gouvernement a abouti, en gros, à la condamnation pure et simple de celle-ci. Commentant les débats, « Paris-jour », écrit : La leçon la plus claire, c'est la condamnation de la formule de partage par la quasi-unanimité des orateurs.

« La vérité, affirme « l'Humanité », c'est que l'on assiste à l'heure actuelle à la montée du mouvement de protestation contre le pouvoir gaulliste. Cependant, pour le « Populaire », le gouvernement ombre du chef de l'Etat portée sur la terre, peut encore s'il en a l'envie — ou les moyens — ne pas tout perdre. »

Eh, pour une fois, tout le monde ne peut qu'approuver « l'Aurore », quand elle dit : « En régime parlementaire, c'en serait fait de Debré. »

Vers une reprise des pourparlers à Evian

Deux membres de la délégation française à la conférence d'Evian, MM. Bruno de Leusse et Vincent Labouré, tous deux proches collaborateurs de M. Louis Joxe, ont repris, le 29 juin, des contacts au bord du lac Léman, avec deux membres de la délégation du F.L.N., MM. Taïeb Boulharouf et Saad Dahleb. Cette rencontre avait pour objet de fixer, non pas le principe de la reprise des pourparlers entre les deux délégations (de part et d'autre, ce principe a toujours été admis et proclamé), mais la date de cette reprise.

On prévoit que la conférence pourrait s'ouvrir à nouveau au début de la semaine prochaine, mardi 4 ou 5 juillet. Cette date devrait être annoncée officiellement jeudi dernier par deux communiqués publiés simultanément à Paris et à Tunis

villes :

« J'ai pris des accords écrits avec des « types » comme Ileo, mais... comme il n'existe pas de gouvernement à Léopoldville, je ne sais pas dans quelle mesure ils sont valables?... »

Et Tschombé de poursuivre : « Ces accords sont surtout économiques, ils sont prévus pour une période transitoire. Ils reconnaissent la monnaie congolaise et katangaise » (ce n'est pas vrai, mais peu importe).

Comme des journalistes lui demandaient s'il avait signé ces accords sous la contrainte, Tschombé a répondu : « Je ne suis pas un homme à se laisser faire ! (que croyez-vous donc?) « Le Katanga est toujours prêt à « collaborer » avec le reste du Congo, mais il faut qu'il trouve des interlocuteurs valables! Ileo a été nommé à son poste par Kasavubu, mais le choix n'a pas été ratifié par le parlement... Le seul homme « vraiment fort » à Léopoldville est le général Mobutu, » ajoute Tschombé, qui a d'ailleurs d'en douter aussi puisqu'il ajoute : « Il en faudra quatre comme lui », ce qui revient à dire que Mobutu n'est que le quart d'un homme vraiment tout à fait fort, et ce qui n'est pas très, très gentil pour l'ex petit colonel.

Comme comédien, en tout cas, Tschombé lui, paraît être « fort », car il a proprement dupé ses compères larons !

A la question de savoir s'il avait rencontré Kasavubu, il répond par l'affirmative. « Mais », s'empresse-t-il d'ajouter, « mais c'était seulement pour discuter du sort des réfugiés angolais au Congo. » Et, d'ajouter en veine de philanthropie : « Le Katanga est toujours prêt à être « gentil » avec le reste du Congo. La preuve, c'est qu'il a envoyé hier 500 cartons de cigarettes au « général » Mobutu, pour ses troupes. » (il a dû en être tout ému !) Mais, pour Tschombé, le pauvre « général » Mobutu, s'il est soutenu absolument par ses para-commandos, est complètement « dégoûté » du gouvernement de Léopoldville : « Il avait présenté sa démission, mais le président Kasavubu l'a refusée... (salle blague !)

En veine de confidences, Tschombé a accordé une interview à la der-

l'opinion belge en garde. Il ne faut surtout pas parler des accords qu'il a signé avec ce « type », étant donné qu'il ne représente rien : « J'ai dit à Léopoldville (allez vérifier !) que si le gouvernement Ileo se présenterait devant les chambres, il n'y aurait personne pour voter pour lui. » Là... nous partageons l'opinion de Tschombé à moins qu'entre temps on ait trouvé des « types » grâce aux dollars alloués à cet effet à Kasavubu par l'O.N.U. aussi corrompus que lui pour le faire. D'ailleurs, comme je l'ai dit, Mobutu commence à en avoir assez de lui ! « Il appartient maintenant au parlement du Katanga de se prononcer sur tous les points de l'accord conclu avec Ileo ».

Comme on lui demandait enfin s'il avait été mal traité pendant sa détention, Tschombé a répondu : « Très ! Mauvais traitements, coups, nourriture, tout était mauvais. C'était... communiste ! »

Heureusement, Tschombé va prendre un mois de vacances.

Au collège syndical de la C.I.S.L.

Un cours de formation des leaders syndicalistes s'est ouvert au Collège syndical de la C.I.S.L. de Kampala. Le discours inaugural a été prononcé par le ministre du Travail de l'Ouganda, M. Bamba, qui a souligné : « Les syndicats doivent avoir pour but de développer la productivité du travailleur. Si, a-t-il dit, les syndicats deviennent de simples organes de défense d'intérêts « égoïstes » pour les travailleurs, ils ne serviront pas l'intérêt véritable de leur pays ».

... « Egoïstes travailleurs qui voulez manger les bénéfices des monopoles, n'avez-vous pas honte !

Si M. Bamba était ministre du Travail d'un pays africain révolutionnaire, on saisiserait son raisonnement, étant donné que les privations du moment ont pour but un mieux-être collectif, mais... se priver pour les trusts de l'Ouganda, avec la bénédiction américaine de la C.I.S.L. serait de l'inconscience !

La Législation et A. U. EVAN, secrétaire aux Affaires intérieures.

Londres apporterait subtilement une « retouche » à son projet de réforme constitutionnelle, en stipulant que les 15 « nationaux » qui primitivement devaient comprendre Blancs et Africains à part, devraient en fait comprendre 5 Blancs, 5 Africains et 5... « non engagés » !

La ficelle des « non engagés » est par trop grosse ! Il suffirait en effet que ces « non engagés » soient en majorité blancs pour faire basculer les plateaux de la balance dans le sens de la minorité blanche, ce qui signifierait en fait une bonne chance pour le raciste Welensky de revenir au pouvoir !

Aussi le leader africain Kenneth Kaunda, arrivé déjà à Londres mardi 21 juin a-t-il mis en garde le gouvernement britannique contre toute « dilution » des projets constitutionnels contenus dans le Livre Blanc.

Le Parti uni de l'indépendance nationale de Rhodésie du Nord, Parti de M. Kaunda, a publié parallèlement la déclaration suivante : « Le Parti de l'indépendance n'acceptera rien de moins qu'une majorité africaine dans la prochaine Assemblée législative. Sinon nous entrerons en action directement, même si cela implique des épreuves et des souffrances pour les dix années à venir. »

Le communiqué réaffirme l'existence d'un « maître-plan » annoncé, il y a quinze jours par M. Kaunda. Ce « maître-plan » entrera en application le 8 juillet si, d'ici là, le gouvernement britannique n'explique pas ses intentions.

Les Rhodésiens sont prêts à se battre pour leur indépendance pure et simple.

TOUT LE MONDE DEVRAIT
SERVIR LE PARTI ET
PERSONNE NE DEVRAIT SE
SERVIR DE LUI

NOTRE PLAN A UN AN

RÉGION ADMINISTRATIVE DE YOKOUNKOUN

Région déshéritée à l'instar de certaines autres, la région de Youkounkoun n'a disposé, pendant soixante années de domination, que de moyens très limités. C'est ainsi que durant cette période Youkounkoun n'a compté que :

— 2 écoles, 2 dispensaires, 2 routes inter-régionales : celles de Youkounkoun à Labé et de Youkounkoun à Mali.

Les boutiques n'existaient que dans les chefs-lieux (Youkounkoun, Koundara et Sarabodjo).

Un enseignement dérisoire était dispensé à nos jeunes.

Tout visant à maintenir la population à un niveau très bas dans tous les domaines, dans le but de perpétuer la domination coloniale.

Depuis l'indépendance, grâce à l'unité politique retrouvée, à la prise de conscience chaque jour croissante la section a connu un développement accéléré.

L'élaboration du PLAN TRIENNAL devait accélérer davantage cette évolution dans les domaines économique, social et culturel.

Voici les chiffres comparés obtenus au courant de l'année 1960-1961 :

A. RÉALISATION SOCIALE

Année 1960-1961

- 17 classes, dont 10 en investissement humain ;
- 15 logements de maîtres ;
- 4 dispensaires, dont un en investissement humain ;
- 1 Justice de Paix à C.E. ;
- 1 logement du Juge de Paix ;
- 1 centre d'accueil ;
- 1 village pilote en création dans le Koniagui (déjà 15 cases construites ;
- 8 mosquées ;

B. RÉALISATION ÉCONOMIQUE

- 233 km. de route ;

En dehors de ces tonnages mentionnés ci-dessus, il faut ajouter que 8.140 tonnes d'arachides ont été commercialisées en 1961, contre 6.000 en 1960, 3.000 en 1959 et 2.200 en 1958. Ce qui prouve bien que notre économie suit un cours ascendant.

CAMP M'BALLA. — Nous savons que notre année participe à toutes les activités de la Nation. C'est ainsi que le camp M'Balla a récolté 441.670 kg. de riz et 84.200 kg. d'arachides.

Il faut noter par ailleurs que cette année économique s'annonce pleine d'espérance.

Déjà, 4 coopératives agricoles de production parfaitement organisées sont en pleine activité.

Tous les comités ont préparé leur terrain de culture. Nous espérons qu'avec la décentralisation de ces comités de base, les champs collectifs doubleront ceux de l'année dernière.

Grâce à l'heureuse initiative du Bureau Politique National et du gouvernement, l'installation des navetanes se fait avec ordre et discipline. Ce qui permet d'affirmer que ce problème sera entièrement résolu.

A. ACTION ART ET CULTURE

La jeunesse de Youkounkoun continue à faire des progrès dans le domaine de l'art et de la culture. Un cours de perfectionnement est créé à Youkounkoun au profit des anciens élèves.

Un cours d'éducation est créé à Moroye au profit de tous les jeunes et adultes de ce comité, en vue de leur permettre de savoir lire et écrire.

Des soirées artistiques sont organisées par les jeunes au niveau des Comités de Youkounkoun, Koundara,

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

QUAND L'ACADÉMIE DES SCIENCES D'OUTRE-MER SE RÉUNIT

par Diibril Tamsir Niane

Nous sommes encore bien loin d'être au bout de nos peines, tant que l'expérience guinéenne — n'en déplaise à nos détracteurs — continuera son déroulement triomphal.

L'Académie des Sciences d'Outre-Mer (naguère Académie des Sciences coloniales), est vigilante et elle vient au cours d'une de ses séances du mois de mars, d'attirer une fois de plus le regard sur ce qui se fait en Guinée. Cette auguste Assemblée, qui groupe en son sein la crème des officiers coloniaux en retraite, s'érige en maître à penser pour les pays dits d'outre-mer : elle s'autorise de l'expérience — souvent combien malheureuse — des vétérans coloniaux, pour parler de l'Afrique et pour l'Afrique comme si ce continent n'était pas peuplé d'hommes capables de penser et de s'exprimer.

Donc, au cours de la séance du 3 mars, dont le compte rendu se trouve au tome XXI de son bulletin, l'Académie des Sciences dites d'outre-mer a fait le procès du « Manuel d'histoire d'Afrique Occidentale » que mon collègue Suret-Canale et moi-même avons rédigé. Le commandant Chailley — puis qu'à cette assemblée ce sont les hommes de la poudre et du canon qui donnent le ton — le commandant Chailley donc part en guerre contre les auteurs de cet ouvrage et ne se console pas que ceux-ci aient dévoilé au grand jour les infamies dont se sont couverts les « officiers de la période héroïque » (par

de nos frères des Etats voisins, qui ont salué la parution de ce manuel. Cela nous suffit...

Que le commandant Chailley sache bien que notre propos n'a pas été d'insulser qui que ce soit : nous n'avons pas voulu ériger Samory, Béhanzin, El Hadj Umar en saints ou en surhommes, nous avons tout simplement voulu situer authentiquement les hommes et les faits dans le temps.

Le commandant Chailley nous concède que « ce livre est, du point de vue pédagogique, fort bien fait ; du point de vue propagande aussi d'ailleurs ». Il nous concède qu'il « ne comment pas d'erreur sur les faits, ce qu'il dit est exact. » Après quoi, il affirme que c'est « ligne par ligne qu'il faudrait reprendre ce livre pour en dénoncer les mensonges et les perfidies ». Avouons que nous aurions accompli une prouesse peu ordinaire en écrivant des mensonges à toutes les lignes uniquement avec des faits exacts !

Le commandant Chailley affirme que Suret-Canale a « l'habileté de choisir dans les écrits (des) coloniaux ceux qui montrent le mieux le caractère odieux de leur action ». « ... Ce qui fait évidemment authentique », ajoute-t-il. Mais c'est donc que cette action mille fois vantée avait un caractère odieux ? Les historiens coloniaux, eux, n'avaient pas « la science et l'art » que M. Chailley nous reconnaît : ils mentaient purement et simplement, en présentant comme des bienfaiteurs de l'Afrique et des modèles d'humanité des hommes coupables d'actes odieux !

Toujours parlant de mon collègue Suret-Canale, sur lequel il s'acharne, le commandant Chailley dit qu'il utilise « son métier à vilipender tout ce qui est français »... « Il s'est mis entièrement au service de la Guinée ». Ainsi, dénoncer ce qui dés honore la France serait « vilipender tout ce qui est français » ? Pour ma part je ne pense pas que dénoncer

- 15 magasins d'Etat ;
- 15 magasins de stockage de produits ;
- 6 ponts ;
- 93 champs collectifs d'arachides répondant à un taux approximatif de 136.450 kg. ;
- 13 champs collectifs de riz soit environ 38.640 kg. ;
- 6 champs collectifs de fonio ;
- 4 plantations d'orangers ;
- 4 plantations de bananes ;
- 2 terrains d'aviation.

RÉGION ADMINISTRATIVE DE FRIA

Les travaux financés par le Plan, notamment ceux qui entrent dans le cadre de l'infrastructure administrative, sont en cours d'exécution. L'achèvement de certains d'entre eux (Centre d'accueil, Palais de Justice), exige une délégation complémentaire de crédit.

Voici donc l'état des travaux effectués au cours de la première tranche du programme du Plan triennal.

- I. — **Infrastructure administrative**
- a) Un bloc administratif comprenant :
- Bureau de l'Administration générale ;
 - Services financiers ;
 - Inspection régionale du Travail ;
 - Postes et Télécommunications.

Crédits délégués : 21.000.000 de francs.

Avant le lancement de notre Plan triennal, aucune réalisation n'était faite dans le domaine de l'infrastructure administrative.

- b) Un centre d'accueil. Crédits délégués : 4.600.000 francs.
- c) Une Justice de Paix. Crédits délégués : 4.000.000 de francs.

Les projets élaborés à l'époque de la Loi-Cadre, au titre du F.A.R.G., n'ayant pas été exécutés, la Délégation de Fria, tant en ce qui concerne l'installation des services administratifs qu'en ce qui concerne les logements des agents chargés de leur fonctionnement, était tributaire de la Compagnie.

II. — Infrastructure sociale

a) Enseignement :

Construction de 2 écoles d'une classe avec logement des maîtres dans les villages de Baguine et Doumboukounsi. Crédits délégués : 1.500.000 frs.

b) Santé publique :

1° Construction d'un hôpital complet avec pavillon d'hospitalisation ;

2° Construction d'un dispensaire administratif. définitif : Crédits délégués : 40.000.000 de francs.

III. — Production

- a) Protection et reboisement des forêts. Crédits délégués : 250.000 frs.
- b) Achat des semences, construction hangar et magasin du centre de modernisation rurale. Crédits délégués : 1.186.000 francs.

mais grâce à une amélioration constante de nos méthodes de travail, nous sommes sûrs que l'année qui commence, nous apportera des succès encore plus grands. Ainsi, comme toutes les sections du Parti, nous aurons démontré aux pays frères encore hésitants et au monde qui nous observe, que grâce à notre indépendance politique, nous évoluons à coup sûr vers une indépendance économique réelle.

b) Formation des coopératives agricoles :

Sur 7 coopératives agricoles prévues par le Plan, 4 sont constituées déjà et ont pris le nom historique, soit des martyrs du colonialisme, soit de nos héros nationaux :

- 1° Coopérative agricole M'Balia Câmara à Balandougou ;
- 2° Coopérative agricole Almamy Samory à Barakhaya ;
- 3° Coopérative agricole Soundiata Kéita à Katourou ;
- 4° Coopérative agricole Alpha Yaya à Tormélin.

A ces coopératives agricoles, il faut ajouter deux autres coopératives, dont une de boulangers et l'autre de bouchers.

c) Domaine social :

1° Construction d'un dispensaire au centre de Tormélin ;

2° Construction des cases pour logement des gardes républicains du Poste de Tormélin par les Comités ;

3° Participation de la population dans l'édification des écoles et logements des maîtres pour lesquels le Plan a dégagé un secours de un million cinq cents mille francs.

d) Domaine économique :

1° Construction de nouvelles routes pour la jonction des villages : 126 kilomètres au total ;

2° Cueillette collective des palmistes par les Comités du Poste administratif de Tormélin, conformément aux résolutions de la Conférence de Kissidougou ;

3° Préparation de champs collectifs par les Comités (recensement en cours).

e) Perspectives futures :

Nos projets futurs intéressent entre autres l'élevation du niveau économique de la Région au moyen de l'utilisation rationnelle de toutes nos potentialités, l'accroissement de la production, d'une part, par la mise en valeur des lacs de Binton et de Katourou, dont les conclusions d'études sont très prometteuses ; d'autre part, par une aide plus importante aux coopératives agricoles.

dant d'une armée spécialisée dans l'oppression des peuples (à défaut de savoir défendre son pays quand il est envahi), pour vouloir s'honorer du qualificatif de colonialiste !

Le commandant Chailley devrait savoir qu'au lendemain du 28 septembre nous avons affirmé plus d'une fois la vocation démocratique et africaine de notre action et dans ce sens la lutte a été engagée, non seulement pour décoloniser nos structures, mais surtout pour reconstruire les esprits que cinquante ans d'asservissement avaient altérés grâce à une littérature outrageusement mensongère, pour tout dire, colonialiste. Il s'agit en clair, pour nous, d'affirmer la personnalité africaine, et ce sur tous les plans ; il s'agit aussi de situer l'Afrique dans l'évolution historique du monde. Notre réforme de l'Enseignement découle de cette optique et le Manuel d'histoire de l'Afrique occidentale en est l'illustration.

L'Académie des sciences d'outre-mer n'a donc pas encore compris que les africains n'ont plus besoin d'intermédiaires pour se faire une idée du monde ? Jusque là on a enseigné aux petits africains une histoire vue « de l'extérieur » ainsi que le confesse le commandant Chailley. Doit-on nous reprocher de présenter les hommes, les faits tels que nous les voyons et les apprécions ? L'histoire de l'Afrique a cessé d'être un simple appendice de l'histoire de l'Europe ou des prétendues métropoles : nous avons désaxé l'histoire par trop eurocentrique pour ne pas dire franco-centrique (on nous excusera du terme !), c'est ce que le commandant Chailley et ses illustres collègues académiciens ne sauraient nous pardonner.

En effet, aux yeux des colonialistes, quel crime odieux que de vouloir mettre chacun à sa place, quel crime plus ignoble que de mettre à nu les pratiques si peu humaines des casseurs de village de « l'époque héroïque » (qui ont encore aujourd'hui leurs émules en Algérie) !

Oui, il faut en prendre son parti : notre histoire de l'Afrique occidentale, pour ne pas plaire à l'Académie des sciences coloniales (par don ! d'outre-mer), n'en existe pas moins. Nous avons enregistré avec satisfaction les réactions favorables

les africains qui déshonorent l'Afrique — un Kasavubu, un Tschombé et quelques autres encore — soit «-vilipender tout ce qui est africain ! » Pour ma part, je ne pense pas que le mauvais français soit celui qui se met au service d'une cause juste : l'expérience n'est-elle pas faite juste : l'expérience n'est-elle pas faite aujourd'hui que l'indépendance et la liberté constituaient la seule voie que les africains devaient suivre ? Que de chemin parcouru depuis septembre 1958, que de bons généraux français rendus à la retraite et remerciés de leurs services dont on ne veut plus... Et la liste n'est sans doute pas close.

Le commandant Chailley affirme que Suret-Canale se serait donné pour mission de « créer un fossé entre la Guinée et la France » : s'il y a fossée, Suret-Canale n'y est vraiment pour rien. En revanche je crois que certains commandants et généraux y sont pour quelque chose. Où est le « transfuge » ? L'homme fidèle aux principes de liberté et de démocratie de son pays ? Ou bien les collègues du commandant Chailley qui, sous les plis du drapeau de la révolution de 1789, emploient le canon et le napalm pour maintenir des peuples dans la servitude ?

Je suis indigné de lire sous la plume du commandant Chailley : « Pour nous qui aimons l'Afrique »... Ah ! Comme les collègues du commandant Chailley aiment l'Afrique en Algérie ! Comme ils le lui montrent bien, avec l'aide du Napalm, des baïonnettes et des magnétos.

M. Chailley pense que ce livre devrait être « signalé »... pas comme vous croyez : comme on le dit en termes de rapport de police... ou dans le rapport du répétiteur qui « signale » un élève ! Mais à qui... ? Naturellement à M. Foccart, secrétaire général de la communauté. Incroyable mais vrai !

Que le commandant Chailley se résigne : avant ce livre, et plus que lui, c'est la Guinée qui a été ainsi « signalée » pour l'édification des Etats voisins. Elle a té si bien qu'elle a fait école et que cette « conscience africaine » que l'on nous impute à crime de créer ne tolérera plus que les magisters de l'Académie des sciences coloniales continuent à prétendre penser à notre place.

moins, nous avons enregistré avec satisfaction les réactions favorables tendre penser à notre place.

Académie des magistrats en sa séance du 10 août 1961.

1.186.000 francs.

HOROYA — Samedi 1^{er} Juillet 1961

5

NOTRE PLAN TRIENNAL A UN AN

RÉGION ADMINISTRATIVE DE MAMOU

Dans le cadre des réalisations accomplies au cours de cette première année, on distingue trois parties :

- 1^o) les actions nationales ;
- 2^o) les actions régionales ;
- 3^o) les investissements humains.

I. ACTIONS NATIONALES

A) Infrastructure :

1^o) **Bureaux administratifs :** Pour remplacer les vieux bureaux qui datent de 1908, un immeuble à étages a été mis en chantier au mois de décembre 1960. Cet immeuble abritera les services de l'administration générale, de la production, de la gendarmerie et de tous les services financiers.

2^o) **Un centre d'accueil :** pour les personnalités de marque, maçonnerie presque terminée.

B) Production :

1^o) **Agriculture :**
a) **Création de 3 pépinières d'agrumes :** totalisant une superficie de 3 ha. au km. 6 route Labé, à Timbo et à Ouré-Kaba.

b) **Production de jeunes plants utilisables en 1961 :** 15.000 oranges du pays ; 900 pieds de caféiers et 975 pieds de colchiers.

c) **Semis effectués en 1960-1961 :** 871.150 oranges ; 16.375 mandariniers ; 277.200 caféiers (robusta) ; 1.800 colchiers ; 650 avocats et 26.600 bigaradiers.

2^o) Eaux et Forêts :

a) **Création de deux pépinières totalisant une superficie de 3 hectares** 78 au km. 19 route Labé et à Ouré-Kaba.

b) **Productions de plants forestiers :**
tecks : 254.800 ; cassis Siama : 507.619 ; pins : 20.000 ; benjoins : 3.500 ; conneillers : 16.500.

c) **Plantations forestières :** Création d'une teckerie de 6 hectares 30 à Dian-Dian soit 15.000 plants de tecks, 528 plants de frakés.

Entretien de plantations : 150 ha.

C) Services sociaux :

a) **Construction d'une inspection primaire :** Bureaux et logement ; murs ter-

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TOUGOUE

A Tougué, comme partout ailleurs en République de Guinée, le Plan triennal, qui vient d'aboutir à sa première tranche annuelle, est apparu aux yeux des populations africaines comme un moyen dynamique pour la reconstruction nationale et contribuer ainsi au progrès politique, social, culturel et économique des peuples et pays dits dépendants et sous-développés.

3^o) **Routes :** de Kintin vers Kokounya : 6 km., P.K. 20 route Kindia-Bilima : 9 km., N'Dama-Biliimankonté : 5 km., Mamou-Koumi : 9 km., Sankarela-Bounaya : 26 km., Dongol-Noumoula : 2 km., Kollah-Aindé : 2 km., Dououdaya-Doubbel : 5 km., Diarindy-Kollah : 2 km., Kokya-Gabalan : 8 km., Kégnéko-Hérko : 14 km., Kaba-Portofita-Tinkoroya : 40 km., Kaba-Sogoroya : 23 km., Sébékoto-Bogoreto : 5 km., Diandian-Sokoutala : 15 km.

4^o) **Ponts :** Il a été construit en investissement humain 23 ponts d'une longueur totale de 118 mètres.

5^o) **Reboisements et plantations :**
— Plantations de 3 ha de manguiers ;
— Création de vergers d'orangers : 4 hectares.

— Création de 8 ha. 50 de plantations de caféiers à Ouré-Kaba ;
— Création de 3 ha. de plantations de tecks à Dora et à Timbo ;
— Création de 30 ares de plantations de Cassia siama à Porédaka.

6^o) Champs collectifs :

— Création de 84 ha. de champs de manioc et de potates.
— Création de 70 ha. de champs de fonio ;
— Création de 150 ha. de champs d'arachides.

Certes la région administrative de Tougué a été l'une des plus abandonnées, sinon, la plus plétinée par le régime colonial.

Ainsi l'infrastructure sociale et culturelle se limitait à quelques six logements administratifs et un bureau qui caractérisait encore le régime qu'il servait : sept écoles publiques, véritables baraques mal conçues ; quatre dispensaires qui ne pouvaient abriter que des grabataires et les autres services publics casernés dans des locaux contiguës et malsains.

Le gouvernement guinéen sous la Loi-cadre a consenti beaucoup d'efforts pour aider au relèvement social et économique de la région. La construction de deux postes administratifs à Koin et Kouratongo et la réfection de certaines artères carrossables, la construction d'un dispensaire moderne à Tougué, d'une école à Parool, l'aménagement d'un campement, logements pour les enseignants et le personnel de Santé, en sont les preuves tangibles.

Après l'accession du pays à l'indépendance, le gouvernement a poursuivi les mêmes objectifs.

Depuis le lancement des travaux du Plan triennal, qui n'ont pratiquement commencé qu'en septembre 1960, la

physionomie de la région change de jour en jour.

Indépendamment de l'action dynamique des populations paysannes qui ont augmenté les surfaces cultivables et les efforts conjugués des militants et militants du Parti Démocratique de Guinée dans le cadre de l'investissement humain pour augmenter la production et la productivité, les ressources financières du plan ont permis de réaliser :

A) DOMAINE INFRASTRUCTURE SOCIALE ET CULTURELLE

— Sept écoles d'une classe de 20 m. sur 10, avec logement du maître, sont entièrement construites dans les centres situés de 18 à 60 km. de Tougué tels que Kénia, Souméto, Kona, Kéniéoulo, Kouratongo, Fogo et Kémoya. Elles abritent plus de 420 élèves et 7 maîtres avec leurs familles.

Coût des travaux — action n^o 10-1 5.250.000 de francs.

— Le bloc financier de 60 m. x 13 m. comprenant les services du trésor, du sous-ordonnement, des contributions diverses, de la B.R.G. et de deux logements de fonctions est terminé à Tougué.

Coût des travaux — action n^o 1-23 9.000.000 de francs.

— Le palais de justice, avec le logement du juge de paix, comprend deux bâtiments séparés mesurant respectivement 23 m. 50 sur 16 m. 40 et 15 mètres 80 sur 8 mètres 50, est en voie d'achèvement à Tougué.

Coût des travaux — action n^o 1-20 4.000.000 de francs.

B) DOMAINE ECONOMIQUE

1^o) — Création d'une pépinière pour l'extension de la culture du café à Tougué, dont plusieurs milliers de graines sont enssemencées et ont déjà poussé.

Coût des travaux — action n^o 7-51 et 7-52 : 950.000 francs.

2^o) — Création d'une pépinière de cassis pour la protection et le reboisement forestier, avec salaire du monteur à Tougué.

7^o) — La reconstruction et le curage du barrage de Malipan, d'ailleurs complètement achevée, et dont les travaux ont coûté environ 100.000 Fr.

Dans le cadre de la participation active et positive des populations à la grande bataille économique engagée par le Parti et son gouvernement, on note précisément par secteur administratif :

POSTE ADMINISTRATIF DE KOIN

Travaux réalisés sur investissement humain pour la période du 1-7-60 au 30-6-61.

1 nouvelle mosquée à Besseya : 72 kilomètres de routes construites ; 112 kilomètres de routes entretenues ; 2 champs collectifs de fonio et riz ; 3 ponts refaits ; 1 pont construit ; 1 dallet, 3 hongars de marché, 3 constructions de cases servant de logements aux agents de sécurité, 5 terrains de football, 300 plants de cassis pour le reboisement forestier.

Travaux en cours de réalisation :
104 champs collectifs de riz, fonio et d'arachides, une pépinière collective d'agrumes.

Travaux en projet :

5 champs collectifs de riz ; 2 plantations collectives de bananes ; 2 plantations collectives d'orangers ; 2 jardins collectifs de piment ; 2 jardins collectifs de gingembre ; une boucherie ; un dispensaire et une classe d'enseignement du premier degré.

POSTE ADMINISTRATIF DE KOURA-TONGO

Travaux réalisés par les populations en investissement humain du 1-7-60 au 30-6-61.

3 ponceaux, 1 hangar de marché et 3 cases rondes pour logement des agents de sécurité.

Travaux en cours de réalisation :
30 champs collectifs d'arachides ; 2 champs collectifs de riz ; 28 champs collectifs de fonio.

Subdivision centrale de Tougué, y compris les villages du poste administratif :

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TÉLIMÉLÉ

Les difficultés rencontrées dans l'exécution de la tranche 1960-1961, du Plan triennal sont de plusieurs ordres :

1^o) Le démarrage du plan (premier juillet 1960) a coïncidé avec la période pendant laquelle les pluies sont plus abondantes. De ce fait, les travaux de construction n'ont pu effectivement démarrer qu'au mois d'octobre.

b) Construction des écoles et des logements dans les localités suivantes :

Konkouré : une classe ; Oré-Mamou : 1 classe ; Dounet : 2 classes ; Boulibinet : 3 classes ; Tolo : une classe et un logement ; Tounkan : une classe et un logement ; Sankarella : une classe et un logement ; Soumbalako Maoudé : une classe et un logement ; Bouria : une classe et un logement.

Epoque coloniale : (60 ans) 36 classes ; **Indépendance :** 2 ans, 19 nouvelles classes.

Ces écoles ouvertes en octobre 1960 ont permis le recrutement de plus de 700 nouveaux élèves.

2^o) **Travail et lois sociales :** Construction d'une inspection du travail ; bureaux et logement en voie d'achèvement.

II.- ACTIONS REGIONALES

A) Infrastructure :

1) 3 bureaux des P.T.I. à Porédaka, Timbo et Ouré-Kaba (mandats, télégraphe, téléphone) maçonnerie pres-que terminée.

2^o) Un pont de 6 mètres en dur entre les quartiers Pétel et Sabou (favorisera l'extension de la ville de Mamou) complètement terminé.

3^o) L'installation des bornes de fontaines dans certains quartiers de la ville.

4^o) La construction de W.C. au marché et dans les écoles.

5^o) La réfection des trottoirs dans le centre urbain.

B) Agriculture :

1^o) Création d'une plantation de manguiers greffés : 350 manguiers mis en place sur une superficie de 1 ha. au km. 6 route de Labé.

2^o) Création d'un verger orange : 1 hectare au km. 6 route de Labé.

3^o) Création à titre d'essai d'un carré de canne à sucre au km. 6, 273 boutures mises en place sur une superficie de 25 ares.

C) Eaux et Forêts :

Entretien de la pépinière forestière de Timbo totalisant une superficie d'un hectare et contenant 10.000 plants de cassia sineca.

III.- INVESTISSEMENTS HUMAINS

1^o) Participation à la construction du centre d'accueil de Mamou, ravalement en matériaux, fourniture de la main-d'œuvre : maçons, menuisiers, manoeuvres.

2^o) Trois logements pour les gendarmes à Sogoroya ; trois logements pour les gendarmes à Sitakoto ; un magasin d'état couvert en tôles à Sébékoto ; un magasin d'état couvert en tôles à Ouré-Kaba ; un magasin d'état cou-

vaste (10.000 km²), dont le relief est des plus tourmentés et les difficultés à se procurer sur place certains matériaux tels que le sable, qu'il a fallu transporter de Téliaté jusqu'à certains chantiers distants de plus de 100 kilomètres, etc...

PLAN TRIENNAL : TRANCHE 1960/1961

ACTIONS NATIONALES :

1^o Ouvrages inscrits : 12 classes, 12 logements de maîtres, 1 centre d'accueil, 1 bloc financier, 1 palais de justice, 1 logement de juge de Paix.

Lutte contre l'analphabétisme : 12 classes prévues : réalisées 16 ; Ecole M'Balia : 1 groupe de 3 classes en dur réalisé ;

Ecole de Kollo : 1 groupe de 3 classes en dur réalisé ;

Ecole de Hassana : 1 classe et 1 logement en dur réalisés ;

Ecole de Bakolo : 1 groupe de 3 classes en dur réalisé ;

Ecole de Labandian : 1 classe et 1 logement en dur réalisés ;

Ecole de Tiontan : 1 classe et 1 logement en dur réalisés ;

Ecole de Banguigny : 1 classe et 1 logement en dur réalisés ;

Ecole de Bambaya Missidé : 1 classe et 1 logement en dur réalisés.

Ecole de Djindjima : 1 classe et 1 logement en dur réalisés.

Ecole de Santou : 1 classe et 1 logement en semi-définitif réalisés ;

Ecole de Tarihoje : 1 classe et 1 logement en dur en cours d'achèvement.

Ecole de Konsotami : 1 classe et 1 logement en dur en cours d'achèvement ;

Centre d'accueil : La construction est en cours suivant plans fournis par le ministère des T.P. Les murs sont terminés. La charpente est en cours de confection ;

Bloc financier : Construction en cours suivant plans fournis par le ministère des T.P. Les murs se montent.

Palais de justice : Travaux confiés à la subdivision des T.P. de Kindia. Les murs du palais sont terminés. Ceux du logement sont en cours de montage.

ACTIONS REGIONALES

Il convient d'ajouter à ces ouvrages, les réalisations opérées dans le cadre de l'investissement humain, à savoir :

1 bloc de logements en dur, en chantier à l'école de Sarécali ; 1 groupe de 3 classes en dur en chantier à l'école de Danda ; 1 groupe de 3 classes en dur en cours d'achèvement à l'école de Koba ; 1 dispensaire en dur réalisé à Kollé ; 1 dispensaire en semi-définitif réalisé à Daromagnaki ; 1 dispensaire à Kambaya ; 1 classe et 1 logement en semi-définitif à Sokolibé ; 1 classe à Guémé ; 1 poste administratif (logement et bureaux en dur) à Missira ; 1 poste administratif (logement et bureaux en dur) à Bourouwal-Djindjima ; 1 poste administratif (loge-

Coût des travaux — action n° 7-15-20 et 1-15-23 : 490.000 francs.

TRAVAUX EN COURS DE REALISATION ET TRAVAUX EN PERSPECTIVE

1^o) — Construction d'une résidence régionale avec étage à Tougué.

Devis estimatifs : 6.000.000 de francs.

2^o) — L'aménagement d'un centre d'accueil à Tougué.

Devis estimatifs : 1.000.000 de francs.

3^o) — Construction d'un centre de modernisation rurale à Kaffa (18 km. de Tougué — route de Koin).

Devis estimatifs : 1.249.000 francs.

4^o) — Construction d'un hangar du centre de modernisation rurale à Kaffa.

Coût des travaux : 500.000 francs.

5^o) — Construction des bureaux du centre de modernisation rurale avec frais de fonctionnement à Tougué.

Coût : 2.000.000 de francs.

6^o) — Equipement énergétique dans le centre urbain de Tougué.

Devis estimatifs : 5.000.000 de francs.

7^o) — Aménagement de la formation sanitaire de Tougué : 4.000.000 Fr.

8^o) — Construction du commissariat de police à Tougué.

Coût des travaux : 1.500.000 francs.

9^o) — Construction des logements des gendarmes de la brigade frontière : 2.000.000 de francs.

10^o) — Construction du bureau des services de la Production à Tougué : 1.000.000 de francs.

Pour toutes ces actions du Plan réalisées ou en voie de l'être, la région ne dispose que de deux bennes usagées.

Les chantiers totalisent 77 employés dont 2 chauffeurs, 25 maçons et aides, 13 menuisiers et aides, 3 ferrailleurs et 34 manoeuvres.

Le commandant de région et son adjoint surveillent les travaux.

Au titre des ressources du budget régional, il faut également signaler en cours de réalisation :

1^o) — 1 hangar métallique de 20 m. sur 16 mètres qui servira de garage pour abriter 12 véhicules.

2^o) — 1 rond-point et 1 monument aux morts martyrs du colonialisme.

3^o) — Le percement de plusieurs artères de circulation larges de 10 à 15 mètres et totalisant plus de 50 km. à Tougué-ville.

4^o) — La construction de plusieurs ponts et dalots en bois et ciment à Tougué-ville et à l'intérieur de la région.

5^o) — L'entretien par 6 équipes composées de 10 manoeuvres chacune des pistes d'intérêt local totalisant plus de 232 kilomètres.

6^o) — La construction du poste administratif de Kona.

Travaux entièrement réalisés par investissement humain : une mosquée en dur de plus de 20 m² à Tougué ; 62 kilomètres de nouvelles routes carrossables reliant plusieurs villages et foyers ; 40 km. de routes entretenues ; une piste d'aviation déblayée.

Travaux en cours de réalisation :
21 km. de route en construction ; 138 champs collectifs de riz, fonio et d'arachides.

Conclusions :

Animés d'un même esprit, d'une même volonté les travailleurs de Tougué, intimement solidaires de l'action révolutionnaire du peuple de Guinée, sont prêts à consentir encore d'autres gros efforts pour le triomphe de ces grands idéaux de liberté, de travail, de justice et de solidarité.

Par ces quelques modestes chiffres les populations laborieuses entendent apporter leur contribution à l'établissement de la preuve, que les peuples d'Afrique en général et à celui de Guinée en particulier ont en eux-mêmes d'innombrables possibilités et capacités de développement, que le régime colonial avait sciemment confisqué à son profit.

Au terme de notre première année de lancement du Plan triennal, il nous apparaît nécessaire de renouveler nos engagements mutuels ; à savoir, ceux de rester toujours des instruments fidèles et conscients de l'émancipation des peuples africains.

**Acheter et lire «Horoya»,
C'EST BIEN...**

S'y abonner,

C'EST MIEUX !!

L'INFORMATION

AU SERVICE

DU PEUPLE ET DE

SA RÉVOLUTION

NOTRE PLAN A UN AN

RÉGION ADMINISTRATIVE DE YOKONKOUN

Région desheritée à l'instar de certaines autres, la région de Youkounkoun n'a disposé, pendant soixante années de domination, que de moyens très limités. C'est ainsi que durant cette période Youkounkoun n'a compté que :

2 écoles, 2 dispensaires, 2 routes inter-régionales : celles de Youkounkoun à Labé et de Youkounkoun à Mali.

Les boutiques n'existaient que dans les chefs-lieux (Youkounkoun, Koundara et Sarabodjo).

Un enseignement dérisoire était dispensé à nos jeunes.

Tout visant à maintenir la population à un niveau très bas dans tous les domaines, dans le but de perpétuer la domination coloniale.

Depuis l'indépendance, grâce à l'unité politique retrouvée, à la prise de conscience chaque jour croissante la section a connu un développement accéléré.

L'élaboration du PLAN TRIENNAL devrait accélérer davantage cette évolution dans les domaines économique, social et culturel.

Voici les chiffres comparés obtenus au courant de l'année 1960-1961 :

A. RÉALISATION SOCIALE

Année 1960-1961

- 17 classes, dont 10 en investissement humain ;
- 15 logements de maîtres ;
- 4 dispensaires, dont un en investissement humain ;
- 1 Justice de Paix à C.F. ;
- 1 logement du Juge de Paix ;
- 1 centre d'accueil ;
- 1 village pilote en création dans le Koniagui (déjà 15 cases construites ;
- 8 mosquées ;

En dehors de ces tonnages mentionnés ci-dessus, il faut ajouter que 8.140 tonnes d'arachides ont été commercialisées en 1961, contre 6.000 en 1960, 3.000 en 1959 et 2.200 en 1958. Ce qui prouve bien que notre économie suit un cours ascendant.

CAMP M'BALLA. - Nous savons que notre armée participe à toutes les activités de la Nation. C'est ainsi que le camp M'Balla a récolté 441.670 kg. de riz et 84.200 kg. d'arachides.

Il faut noter par ailleurs que cette année économique s'annonce pleine d'espérance.

Déjà, 4 coopératives agricoles de production, parfaitement organisées sont en pleine activité.

Tous les comités ont préparé leur terrain de culture. Nous espérons qu'avec la décentralisation de ces comités de base, les champs collectifs doubleront ceux de l'année dernière.

Grâce à l'heureuse initiative du Bureau Politique National et du gouvernement, l'installation des navettes se fait avec ordre et discipline. Ce qui permet d'affirmer que ce problème sera entièrement résolu.

A. ACTION ART ET CULTURE

La jeunesse de Youkounkoun continue à faire des progrès dans le domaine de l'art et de la culture. Un cours de perfectionnement est créé à Youkounkoun au profit des anciens élèves.

Un cours d'éducation est créé à Moroye au profit de tous les jeunes et adultes de ce comité, en vue de leur permettre de savoir lire et écrire.

Des sources artistiques sont mises

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

QUAND L'ACADÉMIE DES SCIENCES D'OUTRE-MER SE RÉUNIT

par Diibril Tamsir Niane

Nous sommes encore bien loin d'être au bout de nos peines, tant que l'expérience guinéenne — n'en déplaie à nos détracteurs — continuera son déroulement triomphal.

L'Académie des Sciences d'Outre-Mer (naguère Académie des Sciences coloniales), est vigilante et elle vient au cours d'une de ses séances du mois de mars, d'attirer une fois de plus le regard sur ce qui se fait en Guinée. Cette auguste Assemblée, qui groupe en son sein la crème des officiers coloniaux en retraite, s'érige en maître à penser pour les pays dits d'outre-mer : elle s'autorise de l'expérience — des vétérans coloniaux, pour parler de l'Afrique et pour l'Afrique comme si ce continent n'était pas peuplé d'hommes capables de penser et de s'exprimer.

Donc, au cours de la séance du 3 mars, dont le compte rendu se trouve au tome XXI de son bulletin, l'Académie des Sciences dites d'outre-mer a fait le procès du « Manuel d'histoire d'Afrique Occidentale » que mon collègue Suret-Canale et moi-même avons rédigé.

Le commandant Chailley — puis qu'à cette assemblée ce sont les hommes de la poudre et du canon qui donnent le ton — le commandant Chailley donc part en guerre contre les auteurs de cet ouvrage et ne se console pas que ceux-ci aient dévoué au grand jour les infamies dont se sont couverts les officiers

de nos frères des Etats voisins, qui ont salué la parution de ce manuel. Cela nous suffit...

Que le commandant Chailley sache bien que notre propos n'a pas été d'enseigner qui que ce soit : nous n'avons pas voulu ériger Samory, Béhanzin, El Hadj Oumar en saints ou en surhommes, nous avons tout simplement voulu situer authentiquement les hommes et les faits dans le temps.

Le commandant Chailley nous concède que « ce livre est, du point de vue pédagogique, fort bien fait ; du point de vue propagande aussi d'ailleurs ». Il nous concède qu'il « ne comment pas d'erreur sur les faits, ce qu'il dit est exact. » Après quoi, il affirme que c'est « ligne par ligne qu'il faudrait reprendre ce livre pour en dénoncer les mensonges et les perfidies ». Avouons que nous aurions accompli une prouesse peu ordinaire en écrivant des mensonges à toutes les lignes uniquement avec des faits exacts !

Le commandant Chailley affirme que Suret-Canale a « l'habileté de choisir dans les écrits (des) coloniaux ceux qui montrent le mieux le caractère odieux de (leur) action » : « ... Ce qui fait évidemment authentique », ajoute-t-il. Mais c'est donc que cette action mille fois vantée avait un caractère odieux ? Les historiens coloniaux, eux, n'avaient pas « la science et l'art » que M. Chailley nous reconnaît : ils mentaient purement et simplement, en présentant comme des bienfaiteurs de l'Afrique et des modèles d'humanité des hommes coupables d'actes odieux !

Toujours parlant de mon collègue Suret-Canale, sur lequel il s'acharne, le commandant Chailley dit qu'il utilise « son métier à vilipender tout ce qui est français »... « Il s'est mis entièrement au service de la Guinée ».

- 15 magasins d'Etat ;
- 15 magasins de stockage de produits ;
- 6 ponts ;
- 93 champs collectifs d'arachides répondant à un taux approximatif de 136.450 kg. ;
- 13 champs collectifs de riz soit environ 38.640 kg. ;
- 6 champs collectifs de fonio ;
- 4 plantations d'orangers ;
- 4 plantations de bananes ;
- 2 terrains d'aviation.

Sarebubu et autres Communes village. Cette action permet à nos jeunes de se connaître et de s'aimer pour une meilleure évolution sociale. En conclusion, les réalisations de cette première année du Plan de développement économique et social, nous donnent le droit d'avoir plus que jamais confiance en l'avenir.

Nous avons pu rencontrer certes des difficultés (en matière de transports de matériaux, de personnel technique et des conditions natu-

mais grâce à une amélioration constante de nos méthodes de travail, nous sommes sûrs que l'année qui commence, nous apportera des succès encore plus grands. Ainsi, comme toutes les sections du Parti, nous aurons démontré aux pays frères encore hésitants et au monde qui nous observe, que grâce à notre indépendance politique, nous évoluons à coup sûr vers une indépendance économique réelle.

b) Formation des coopératives agricoles :

Sur 7 coopératives agricoles prévues par le Plan, 4 sont constituées déjà et ont pris les noms historiques, soit des martyrs du colonialisme, soit de nos héros nationaux :

- 1° Coopérative agricole M'Balia Camara à Baldoungou ;
- 2° Coopérative agricole Almamy Samory à Barakhoya ;
- 3° Coopérative agricole Soundiata Kéita à Katourou ;
- 4° Coopérative agricole Alpha Yaya à Tormélin.

A ces coopératives agricoles, il faut ajouter deux autres coopératives, dont une de boulangers et l'autre de bouchers.

c) Domaine social :

- 1° Construction d'un dispensaire au centre de Tormélin ;
- 2° Construction des cases pour logement des gardes républicains du Poste de Tormélin par les Comités ;
- 3° Participation de la population dans l'édification des écoles et logements « des maîtres » pour lesquels le Plan a dégagé un secours de un million cinq cents mille francs.

d) Domaine économique :

- 1° Construction de nouvelles routes pour la jonction des villages : 126 kilomètres au total ;
- 2° Cueillette collective des palmistes par les Comités du Poste administratif de Tormélin, conformément aux résolutions de la Conférence de Kissidougou ;
- 3° Préparation de champs collectifs par les Comités (recensement en cours).

e) Perspectives futures :

Nos projets futurs intéressent entre autres l'élevation du niveau économique de la Région au moyen de l'utilisation rationnelle de toutes nos potentialités, l'accroissement de la production, d'une part, par la mise en valeur des lacs de Binton et de Katourou, dont les conclusions d'études sont très prometteuses ; d'autre part, par une aide plus importante aux coopératives agricoles.

RÉGION ADMINISTRATIVE DE FRIA

Les travaux financés par le Plan, notamment ceux qui entrent dans le cadre de l'infrastructure administrative, sont en cours d'exécution. L'achèvement de certains d'entre eux (Centre d'accueil, Palais de Justice), exige une délégation complémentaire de crédit.

Voici donc l'état des travaux effectués au cours de la première tranche du programme du Plan triennal.

I. — Infrastructure administrative

- a) Un bloc administratif comprenant :
 - Bureau de l'Administration générale ;
 - Services financiers ;
 - Inspection régionale du Travail ;
 - Postes et Télécommunications.
- Crédits délégués : 21.000.000 de francs.

Avant le lancement de notre Plan triennal, aucune réalisation n'était faite dans le domaine de l'infrastructure administrative.

- b) Un centre d'accueil. Crédits délégués : 4.600.000 francs.

- c) Une Justice de Paix. Crédits délégués : 4.000.000 de francs.

Les projets élaborés à l'époque de la Loi-Cadre, au titre du F.A.R.G., n'ayant pas été exécutés, la Délégation de Fria, tant en ce qui concerne l'installation des services administratifs qu'en ce qui concerne les logements des agents chargés de leur fonctionnement, était tributaire de la Compagnie.

II. — Infrastructure sociale

- a) Enseignement :
 - Construction de 2 écoles d'une classe avec logement des maîtres dans les villages de Baguine et Doumboukounsi. Crédits délégués : 1.500.000 francs.

- b) Santé publique :
 - 1° Construction d'un hôpital complet avec pavillon d'hospitalisation ;
 - 2° Construction d'un dispensaire administratif définitif : Crédits délégués : 40.000.000 de francs.

III. — Production

- a) Protection et reboisement des forêts. Crédits délégués : 250.000 frs.
- b) Achat des semences, construction hangar et magasin du centre de modernisation rurale. Crédits délégués : 1.186.000 francs.

- c) Garage du C.M.R. Crédits délégués : 500.000 francs
- d) Construction des bureaux et frais de fonctionnement du C.M.R. Crédits délégués : 2.000.000 de francs.

IV. — Habitat

- a) Logement de l'inspecteur régional du Travail. Crédits délégués : 2.500.000 francs.
- b) Amélioration des logements des gardes républicains. Crédits délégués : 1.000.000 de francs.

V. — Allongement et amélioration de l'aérodrome, construction d'une tour de contrôle.

Aucune comparaison n'est possible entre les réalisations en cours d'exécution et la situation antérieure au lancement du Plan triennal, pour la raison bien simple qu'à Fria, rien n'existait jusque là.

C'est pourquoi l'appréciation de la portée sociale des réalisations ne saurait être niée ; elle est d'une évidence lumineuse.

Réalisations faites au moyen des ressources propres de la Région, parfois combinées aux efforts volontaires et enthousiastes des militants, dans le cadre des investissements humains.

PRODUCTION

- a) Agriculture — Forêts — Elevage :
 - 1° Création d'une pépinière d'agrumes (plusieurs variétés) ;
 - 1° Création d'une pépinière de reboisement (Cacia, Benjoins, Teck) ;
 - 3° Une plantation d'ananas d'une superficie de 7.562 m² ;
 - 4° Création de fermes (un poulailleur de 175 poussins livrés par la ferme de Mamou, une porcherie contenant présentement 10 porcs).

dant d'une armée spécialisée dans l'oppression des peuples (à défaut de savoir défendre son pays quand il est envahi), pour vouloir s'honorer du qualificatif de colonialiste !

Le commandant Chailey devrait savoir qu'au lendemain du 28 septembre nous avons affirmé plus d'une fois la vocation démocratique et africaine de notre action et dans ce sens la lutte a été engagée, non seulement pour décoloniser nos structures, mais surtout pour reconvertir les esprits que cinquante ans d'asservissement avaient altérées grâce à une littérature outragusement mensongère, pour tout dire, colonialiste. Il s'agit en clair, pour nous, d'affirmer la personnalité africaine, et ce sur tous les plans ; il s'agit aussi de situer l'Afrique dans l'évolution historique du monde. Notre réforme de l'Enseignement découle de cette optique et le Manuel d'histoire de l'Afrique occidentale en est l'illustration.

L'Académie des sciences d'outre-mer n'a donc pas encore compris que les africains n'ont plus besoin d'intermédiaires pour se faire une idée du monde ? Jusque là on a enseigné aux petits africains une histoire vue « de l'extérieur » ainsi que le confesse le commandant Chailey. Doit-on nous reprocher de présenter les hommes, les faits tels que nous les voyons et les apprécions ? L'histoire de l'Afrique a cessé d'être un simple appendice de l'histoire de l'Europe ou des préférences métropoles ; nous avons désaxé l'histoire par trop eurocentrique pour ne pas dire francocentrique (on nous excusera du terme !) ; c'est ce que le commandant Chailey et ses illustres collègues académiciens ne sauraient nous pardonner.

En effet, aux yeux des colonialistes, quel crime odieux que de vouloir mettre chacun à sa place, quel crime plus ignoble que de mettre à nu les pratiques si peu humaines des casseurs de village de « l'époque héroïque » (qui ont encore aujourd'hui leurs émules en Algérie) ! Oui, il faut en prendre son parti : notre histoire de l'Afrique occidentale, pour ne pas plaier à l'Académie des sciences coloniales (par don ! d'outre-mer), n'en existe pas moins. Nous avons enregistré avec satisfaction les réactions favorables

des africains qui déshonorent l'Afrique — un Kasavubu, un Tschombé et quelques autres encore — soit «-vilipender tout ce qui est africain ! » Pour ma part, je ne pense pas que le mauvais français soit celui qui se met au service d'une cause juste : l'expérience n'est-elle pas faite juste : l'expérience n'est-elle pas faite aujourd'hui que l'indépendance et la liberté constituaient la seule voie que les africains devaient suivre ? Que de chemin parcouru depuis septembre 1958, que de bons généraux français rendus à la retraite et remerciés de leurs services dont on ne veut plus... Et la liste n'est sans doute pas close.

Le commandant Chailey affirme que Suret-Canale se serait donné pour mission de « créer un fossé entre la Guinée et la France » : s'il y a fossé, Suret-Canale n'y est vraiment pour rien. En revanche je crois que certains commandants et généraux y sont pour quelque chose. Où est le « transjuge » ? L'homme fidèle aux principes de liberté et de démocratie de son pays ? Ou bien les collègues du commandant Chailey qui, sous les plis du drapeau de la révolution de 1789, emploient le canon et le napalm pour maintenir des peuples dans la servitude ?

Je suis indigné de lire sous la plume du commandant Chailey : « Pour nous qui aimons l'Afrique »... Ah ! Comme les collègues du commandant Chailey aiment l'Afrique en Algérie ! Comme ils le lui montrent bien, avec l'aide du Napalm, des baïonnettes et des magnétos.

M. Chailey, pense que ce livre devrait être « signalé »... pas comme vous croyez : comme on le dit en termes de rapport de police... ou dans le rapport du répétiteur qui « signale » un élève ! Mais à qui... ? Naturellement à M. Foccart, secrétaire général de la communauté. Incroyable mais vrai !

Que le commandant Chailey se résigne : avant ce livre, et plus que lui, c'est la Guinée qui a été ainsi « signalée » pour l'édification des Etats voisins. Elle a té si bien qu'elle a fait école et que cette « conscience africaine » que l'on nous impute à crime de créer ne tolérera plus que les maîtres de l'Académie des sciences coloniales continuent à prétendre penser à notre place.

NOTRE PLAN TRIENNAL A UNIOAN

Samedi 1^{er} Juillet 1961 — HOROYA

RÉGION ADMINISTRATIVE DE KINDIA

Malgré le retard apporté dans les délégations des crédits du plan, le lancement des chantiers et les difficultés rencontrées pour le ravitaillement en matériaux de construction, de gigantesques pas ont été faits pendant l'exécution de cette première tranche qui est arrivée à terme le 30 juin 1961.

1. ACTIONS NATIONALES

a) **Ecoles**: Les 12 classes ont été achevées le 13 janvier 1961 et fonctionnement depuis cette date, avec un effectif total de 718 élèves. Les 12 logements d'instituteurs n'attendent plus que les ouvertures et le badigeonnage.

b) **Bloc financier**: Cette construction imposante par ses dimensions et l'importance de ses travaux avance à une cadence accélérée. Elle est à la moitié de sa réalisation.

c) **Le commissariat du premier arrondissement**: n'attend plus que le badigeonnage et le logement du commissaire aura ses portes et fenêtres au courant d'un mois de juillet.

d) **Centre d'accueil**. Le centre d'accueil dont les travaux ont commencé le 4 octobre est à la moitié de sa réalisation. De ce centre à Condetta, une route d'un kilomètre environ a été aménagée.

e) **Poste de gendarmerie de Madina-Oula**: Ce poste n'attend plus que le badigeonnage.

f) **Chantier national de Tanka**: à Tanka, le chantier national de bananes a connu un réel succès. Les populations de Molota et des environs n'ont ménagé aucun effort pour le défrichage et le dessouchage du terrain sur lequel plus de 20 hectares de bananiers sont entièrement plantés à ce jour.

g) **Pépinières forestières**: au lieu de deux hectares de pépinières forestières prévues au titre de la première tranche du plan triennal, la section a réédifié 5 hectares soit un dépassement de 150%.

h) **Centre de modernisation rurale**: Le Centre de modernisation rurale récemment installé vient d'ensemencer deux champs de riz, un à Madina Oula et un à Soukou totalisant 100 hectares au moins.

les travaux de construction ont été lancés fin juin. Les populations se sont engagées en vue de leur ouverture officielle le 28 septembre 1961 ou plus tard.

b) **Ecoles**: Les populations de Condoya, Samoy, et Condetta ont édifié huit classes dans lesquelles 180 élèves suivent des cours.

c) **Routes**: Plus de 157 km de routes ont été aménagées dans le cadre des investissements humains.

d) **Ponts**: Plusieurs ponceaux et trois ponts en dur dont un achevé ont connu le jour depuis le lancement du plan.

e) **Pépinières forestières**: 13 pépinières de trois hectares sont entretenues par les collectivités rurales.

f) **Pépinières agricoles**: Trois pépinières agricoles totalisent un hectare repiqué d'agrumes, de cocotiers, de caféiers, de colatiers et de manguiers porte-greffe sont entretenues par les populations.

g) **Jardin d'essai**: 350 pieds de jeunes manguiers greffés sont venus s'ajouter aux arbres fruitiers.

g) **Palmerais à huile**: Les quatre hectares d'anciennes plantations de Bangouya et de Sougueta ont été nettoyés en investissement humain au courant de l'année. Quatre hectares dix de nouvelles plantations ont été réalisés.

h) **Travaux en cours**: Remplacement des pieds manquants de Collboya, création d'une nouvelle plantation à Friguagbé, reconstitution de la plantation de Sougueta, victime de l'incendie.

h) **Le chantier régional de Soukou**: a produit 15 tonnes de riz en 1961, un hectare d'ananas est en voie d'extension.

i) **Coopératives agricoles**: 20 coopératives agricoles ont été constituées, grâce à l'achat de deux tracteurs par

RÉGION ADMINISTRATIVE DE KANKAN

Depuis le 1^{er} juillet 1960, grâce aux investissements humains et au potentiel créateur de la région, de grandes réalisations se chiffrent à plus de 500 millions de francs se trouvent ainsi investis à son actif. Que ce soit dans le domaine de l'infrastructure administrative et sociale, ou sur le plan agricole et industriel, on en est arrivé aux résultats suivants :

Infrastructure administrative :

- 3 Postes administratifs en dur achevés ;
- Construction d'une annexe au Bureau de la Région ;
- Aménagement de la VILLA SILY avec piscine et 5 nouvelles chambres supplémentaires ;
- Un Centre d'Accueil de 10 chambres ;
- Une Gendarmerie à étages ;
- Acquisition d'un bar avec 13 chambres ;
- Un Commissariat (2^{me} arrondissement).

Infrastructure sociale

- Une Inspection du Travail achevée, avec un logement ;
- Un hôpital moderne à 3 étages, en voie d'achèvement ;
- Deux dispensaires de quartier achevés ;
- Un dispensaire à Baranama avec logement ;
- Un cabanon de 10 chambres en dur ;
- Lancement des travaux de construction d'un dispensaire avec maternité à Mandiana.

Infrastructure scolaire

- Une Inspection Primaire entièrement achevée ;
- Achèvement d'un Collège Court de 300 élèves ;
- 6 logements de professeurs ;
- 27 classes en dur dont 18 achevées ;
- 8 logements de maîtres en dur dont 3 achevés.

Il est à noter que ces classes remplacent celles en banco, construites en investissement humain par nos militants aux premières heures de

chiffre par le traitement de 14.732 bovins contre la péripneumonie, 802 contre les maladies aviaires.

— Construction d'un Centre Avicole d'une capacité de 1.000 volailles.

— Construction d'un garage de 20 m. X 6.

— Agrandissement des bureaux de la Production (Section Eau et Forêts), par une pièce de 8 m. X 5 et dépendances.

— Bitumage des principales artères de la ville.

Les petites industries de base

Dans ce domaine, la Région de Kankan a axé ses efforts dans la transformation du coût de l'habitat, la fabrication des briques cuites d'argile dans les briquetteries pour remplacer les briques de ciment très coûteuses contre les briques de banco rudimentaires.

La principale briquetterie est installée à Kankan-Ville, au bord du Milo, et produit 20.000 briques par mois.

Elle alimente le budget régional en créant des ressources estimées à 2 millions de francs guinéens en bénéfice par an et permet d'entreprendre toutes les constructions en dur, en allégeant les temps de finition.

Une briquetterie moyenne est construite à Mandiana, d'une capacité de 5.000 briques par mois, et une plus petite à Komodou pour faire face aux besoins de construction des Postes administratifs.

La briquetterie de la ville de Kankan sera bientôt à même de se lancer dans la fabrication des tuiles.

La Région de Kankan exploite en plus le « Selec-Bar » où elle peut offrir 100 repas par jour et donner 20 lits pour couchette.

Ce qui précède démontre éloi-

II. ACTIONS REGIONALES

a) Postes administratifs : Les matériels de construction des trois postes administratifs prévus à Madina-Oula, Bangouya et Mannia sont en place et

RÉGION ADMINISTRATIVE DE KISSIDOUGOU

ACTIONS NATIONALES

¹⁰ Constructions : 3 dispensaires, 16 logements de gardes, 14 nouvelles classes, 5 magasins de vente, 12 permanences du Parti et 5 mosquées.

Autres constructions : Centre d'accueil, villa Président, bloc financier, Palais de Justice, logement juge de Paix, commissariat de police, banque, logement directeur banque, bloc opératoire, salle de radio, maison de jeunesse, centre de protection maternelle et infantile, installation téléphonique en ville, un bureau de P.T.T. à Banama.

Routes : 505 kilomètres de nouvelles routes ; 1.500. kilomètres d'anciennes routes entretenues.

Ponts : 221 ponts et ponceaux.

²⁰ REALISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA PRODUCTION

¹⁰ Agriculture et Eaux et Forêts :

a) **Champs collectifs :** - riz de montagne : 555 ha. 95 a., riz de marais : 695 ha. 75 a., manioc : 579 ha., ananas : 81 ha., fonio : 48 ha. 60 a., patate : 105 ha. 33 a., oranges 2 ha., orangers en pépinière 17.744 plants, hévéas : 15.064 plants, caféiers repiqués et à repiquer : 751.230.

b) **Plaines labourées au tracteur**

(37 ha. 38 a.) :

Appartenant au service production :

12 hectares ;

Appartenant aux coopératives villageoises : 25 ha. 38 ares.

Plantations : 48 ha. 77 a. 36 ca.

de plantations forestières contenant

123.393 plants d'essences forestières à

savoir :

Pépinières : 5 ha. 61 a. 36 ca. de

semis de cassis, teck et gmélina.

Plantations : 43 ha. 16 a. cassis ;

de plantations forestières contenant

123.393 plants d'essences forestières à

savoir :

Pépinières : 5 ha. 61 a. 36 ca. de

semis de cassis, teck et gmélina.

Plantations : 48 ha. 77 a. 36 ca.

32.488, teck : 38.235, gmélina : 13.862,

fraké : 13.784, lingué : 1.274, acajou :

4.324, cail-cédrot : 2.400, anacardier :

2.356.

En investissement humain : 5 ha 70 a

répartis comme suit : cassis : 1.620

teck : 8.600, gmélina : 1.500, fraké :

2.950, au total 123.393 plants.

l'indépendance.

— 5 Mosquées.

Infrastructure économique

Elle a visé à l'augmentation de la

productivité, à l'extension des sur-

faces cultivées et la rationalisation

des méthodes de culture.

Dans le domaine du commerce :

22 magasins d'Etat construits par

les Comités d'Etat construits pour

leur ravitaillement en denrées de

première nécessité.

Il y a lieu de noter également

240 km. de routes construites par les

villages, dont un exemple a été la

route dans la riche contrée du

Folonigbè, longue de 120 km., entiè-

rement construite par les 25 Comités

de la Région, et dont l'inauguration

a donné lieu à de grandes manifesta-

tions : 1.500 km. de routes entrete-

nues et 40 ponts refaits ;

— 260 champs collectifs : riz,

fonio et tubercules diverses.

I. — **Secteur agricole et génie rural**

Les travaux ont été axés sur la

formation des Coopératives agri-

coles de Production, la prospection

des plaines, l'implantation du Centre

de Modernisation Rurale, la protec-

tion des agrumes contre les katoués.

Sur 12 C.A.P. prévus par la

1^{re} Tranche du Plan triennal, 8 sont

en activités et groupent 730 adhé-

rents 1.025 hectares de plaine ont

été prospectés et retenus pour ces

C. A. P.

Le Centre de Modernisation

Rurale est en cours d'installation à

Bafélé, dans une plaine d'une super-

ficie de 400 ha.

Il faut noter qu'en dehors de ces

1.025 ha. de plaine prospectés,

4.150 autres l'ont été au niveau de

16 villages.

Malgré le mauvais fonctionnement

du seul tracteur de la Production,

environ 100 ha. de plaine ont été

labourés et 100 tonnes de riz de

semence en provenance de Siguini

sont en cours de livraison à la popu-

lation de la Région.

La plaine de Dougoungui, d'une

superficie de 100 ha. déjà en culture,

est en cours d'aménagement.

Dans le cadre de la protection des

végétaux, 3.724 orangers ont été

traités à la CHC 25 contre les

katoués.

La Pépinière d'agrumes de Ourem-

baya compte 8.200 bigaradiers et

3.800 orangers greffés.

teuilles.

Aussi, il est à noter que 76 ha.

ont été entretenus.

III. — **Secteur de l'élevage**

Recensement, lutte contre les

épizooties :

D'après le dernier recensement,

la Région administrative de Kankan

compte environ 37.113 bovins,

8.578 ovins et caprins.

RÉGION ADMINISTRATIVE DE N'ZÉRÉKORÉ

Routes : 627 kilomètres, ponts : 136, dallots : 160, logements : 52, dispensaires : 4, classes : 35, magasins d'Etat : 6.

— Un barrage sur la rivière Oulé,

de 24 mètres de longueur sur 4 mètres

40 de hauteur, en maçonnerie, permet-

tant d'assurer l'irrigation de 500 hec-

tares de plaines aménagées en rizières.

Champs collectifs : Aménagement

des petits bas-fonds en rizières à

l'échelon des villages par investisse-

ment humain : 80 hectares.

Ecoles de villages : Plus de 300 éco-

les populaires construites par investis-

sement humain, l'instituteur à la charge

du village, assurant l'enseignement de

10.320 élèves.

10 pépinières de plants de caféiers,

totalisant environ 900.000 plants, 1

plantation de caféiers de 22 hectares

(camp militaire Béhanzin), 13 hectares

RÉGION ADMINISTRATIVE DE BOKÉ

I.- PLAN ADMINISTRATIF

Ont été construits : 2 postes adminis-

tratifs, 2 autres en voie d'achèvement ;

une maison d'accueil et un logement.

II.- PLAN SOCIAL

Enseignement :

Enseignement secondaire :

— 1 collège court comportant : 3

classes, 4 logements de professeurs et

1 réfectoire.

Enseignement primaire :

— Une inspection primaire compor-

tant bureaux et logements, 18 classes,

10 logements de maîtres en définitif et

semi-définitif.

Ainsi 26 nouvelles écoles ont été

construites dans la région.

b) Santé :

— 2 dispensaires et 2 maternités

modernes ;

— 1 centre de protection infantile et

maternelle et 5 centres suburbains

dirigés par des matrones communales ;

— 1 service de chirurgie ;

— Il reste prévu :

— 1 bloc opératoire et 1 service de

radiologie.

Région de Kankan dans noire

politique de développement écono-

mique.

Il faut souligner avec force que

les militants et militantes ont plus

que jamais, dans la 2^{me} phase, la

volonté de mieux faire et de ratio-

naliser au maximum les méthodes de

travail.

En cours de réalisation :

1 bloc opératoire, 3 dispensaires

modernes, 1 maternité, 1 bureau de

région, 1 bloc financier, 1 centre d'ac-

cueil, 1 bloc de radiologie, 2 camps

de gardes républicains, 23 classes pour

1.380 élèves, 23 logements pour insti-

tuteurs, 200 hectares de champs collec-

tifs, 500 kilomètres de route, 10 ger-

meirs pour les palmiers nains

améliorés, 1 poulailler pour obtenir

une rotation de 1.500 volailles, 1 pépi-

nière de cola 900 kg ensemencés.

Eaux et Forêts :

Régénération 1 hectare de pépinière,

plantation 16 hectares, 2 chalets en

bois construits dans la forêt de

Dyécké.

La région dispose actuellement de 12

postes médicaux dont 3 ont été cons-

truits dans le cadre des travaux d'investis-

sement humain.

III.- PLAN ECONOMIQUE

Il a été créé une **Direction régionale**

de la production groupant l'ensemble

des services de la production qui dis-

pose de :

— 596 hectares de palmeries régé-

nerées ;

— 1 centre de modernisation rurale

dont les magasins, les garages, les

bureaux sont en voie d'achèvement.

Ce centre possède un champ de 300

hectares de terre labourée et ensemen-

cée en riz, ainsi qu'un vaste champ

d'arachides.

Les 9 coopératives de production

créées ont mis en valeur 427 ha. de

terre (250 hectares en riz, 177 hectares

en arachides).

Domaine eaux et forêts :

— 7 km. de canaux d'irrigation ;

— Une pépinière de 0,5342 ha. avec

canaux d'irrigation a été créée et a été

plantée en cassis, tecks et d'encalyp-

tus.

Son extension se poursuit.

(suite de la page 2)

TROIS FAITS HISTORIQUES EN 25 HEURES

3

régissait soin pays, pour laisser les masses populaires régler leur compte avec les Africains qui les avaient trahis en devenant les outils de la division entre les mains ensanglantées des colons belges.

Pourquoi, alors que plus d'une fois les Kasavubu, Mobutu et consorts étaient ou allaient être lynchés par le peuple en colère, le Président Lumumba les a libérés, en espérant que ces mercenaires reviendraient d'eux-mêmes sur leur volonté de pactiser avec les impérialistes belges et les millionnaires capitalistes des Compagnies minières !

La confiance en l'O.N.U., le respect de la légalité coloniale, ont coûté cher, trop cher au Congo et à l'Afrique.

La révolution, l'action directe des masses contre les trusts et leurs complices, auraient été les meilleurs soldats de la cause de la jeune République contre les envahisseurs étrangers.

Nous comprenons qu'un peuple ne peut sans violence, sur ses ennemis, sur ses exploités et oppresseurs, substituer à son état d'opprimé un état de liberté totale.

Nous comprenons que la philosophie de la domination douce et paternaliste de l'O.N.U. ne tend qu'à temporiser l'action révolutionnaire des masses colonisées et à humaniser ce qui, fondamentalement, est vidé de tout sentiment ou de tout sens humain : l'impérialisme.

Nous comprenons qu'entre les tendances internationales, seules les nations socialistes ont été les plus près de nous pour soutenir contre la Belgique et les manœuvres déloyales de certains représentants de l'O.N.U., le droit du peuple congolais à se diriger comme il l'entend sur le sol de son pays.

caractéristiques particulières et de sa résomance historique sans doute plus profonde, à celui du prolétariat de tous les pays capitalistes de la terre pour la justice sociale.

Et cet élan est d'autant plus noble peuples conscients, à savoir : la dignité, la justice social, la coopération fraternelle entre tous les peuples dans le respect de la souveraineté réciproque.

Cela suppose évidemment pour nous la dénonciation et la condamnation des pratiques honteuses de ségrégation, de discrimination raciale, d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme ; cela suppose aussi, et c'est là l'essentiel, une lutte sans merci pour la désagrégation de l'exploitation et de l'oppression des masses qui sont les assises de l'impérialisme et du colonialisme.

Notre foi et notre espérance dans cette lutte ne sauront être arrêtées par quelque affolement ou assassinat d'où qu'il se produise, car nos peuples, plus que jamais décidés, veulent bâtir et bâtiront, avec l'aide des pays de bonne volonté, une Afrique nouvelle, pour plus de progrès moral et matériel, pour la société universelle. Oui, bien que certains pensent que le progrès matériel de l'Afrique entrainera nécessairement l'abaissement qualitatif de nos mœurs et de notre moralité, nous affirmons, quant à nous, qu'il n'y a pas antinomie entre le progrès moral ; bien au contraire, il ne peut exister un véritable progrès moral, intellectuel et social sans un progrès économique et matériel de la société. Quelles que soient les apparences, nous pensons que notre siècle est plus édifiant que corrupteur et la force que fera éclorre la libération totale de notre continent et l'Union de nos Etats, sera une force de paix et d'équilibre, une force de justice sociale et de démocratie réelle.

La lutte du peuple congolais est

Cette union n'est certes pas aux Unions qui sont les sous-prodits de la mystification colonialiste, entretenue dans certains Etats africains encore pleins de complexe et d'inconscience politique.

Pour les peuples ghanéen, malien et guinéen, l'Afrique doit vivre sa vie, suivre sa voie de développement indépendant, affirmer sa personnalité et servir la cause de l'émancipation totale de ses populations.

L'indépendance est la porte africaine sur le monde extérieur et l'unité est le pouvoir de conduire avec sécurité et maîtrise les populations africaines rendues fortement solidaires les unes des autres pour un avenir heureux. Que voilà deux formules qui expliquent et précisent le sens même d'une option.

Oui, l'option de la totale décolonisation de l'Afrique implique tout

La négation délibérée des réalités géographiques, culturelles, économiques et raciales, puisqu'aussi bien cette dernière est au cœur même du problème, constitue une telle impudence qu'il n'y aurait pas lieu de la relever si elle n'était pas, consciemment ou inconsciemment, le prolongement des théories de la supériorité « raciale », grâce auxquelles le colonialisme et l'impérialisme ont pendant des siècles justifié les exactions et l'oppression qu'ils pratiquaient en Afrique.

S'exprimant avec plus de subtilité, d'autres responsables politiques africains, renversant l'ordre des valeurs livraient, assurément-ils, le combat de l'unité des pays de l'Afrique Occidentale. De quelle unité s'agissait-il ? Nous devons bienôt l'apprendre à travers les déclarations tumultueuses et très souvent contradictoires de ces mêmes politiciens occidentalisés. Il régissait son pays, pour laisser les Africains et d'une indépendance à établir dans le cadre du Marché commun européen. Encore que la notion de l'Ouest-Africain soit particulièrement imprécise, les peuples de cette partie d'Afrique étaient conviés à subir la mutation de leur personnalité en conservant les caractéristiques de leur milieu et de leurs conditions.

Penser que le colonialisme, renonçant à lui-même, soit prêt à faire un mariage d'amour, c'est donner à ce dernier les moyens de poursuivre et d'étendre légalement son entreprise inhumaine, avec l'Afrique pour enjeu et les Africains pour substance.

Aux différentes voies proposées par l'orgueil des uns et l'inconscience des autres, nous avons choisi la voie africaine, celle de la renaissance et de l'édification d'une Afrique qui affirme chaque jour davantage sa volonté de ne céder aucune des chances de son destin, aucun des moyens de son émancipation

choisi des moyens rapides de locomotion pour l'atteindre et l'élargir indéfiniment. Un de ces moyens demeure la planification de notre développement économique et social.

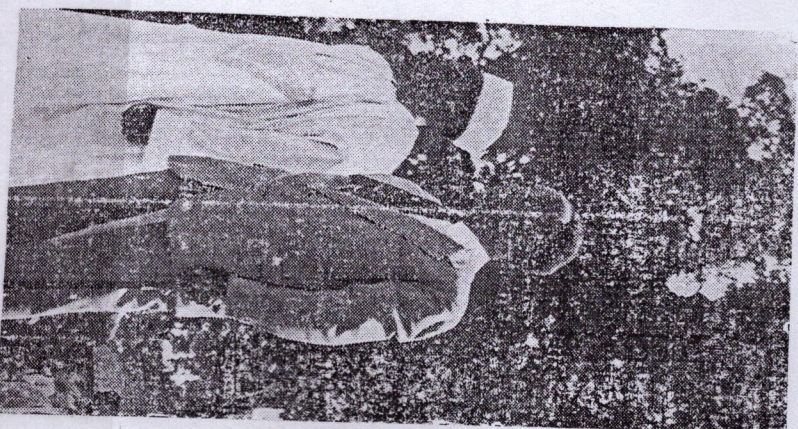
Nous avons en effet déjà affirmé le 1^{er} juillet 1960, premier jour de notre 1^{er} plan, que pour nous l'indépendance, la souveraineté populaire, l'unité politique, le syndicalisme, la santé, l'instruction etc., ne sont que divers moyens pour permettre à notre peuple laborieux d'accéder à une vie de totale liberté et de réel bonheur. Le degré d'émancipation humaine de l'homme dépend du degré de développement social de son peuple et celui-ci est fonction de l'état économique du pays.

Ainsi, nous avons vite compris que les immenses possibilités économiques de notre pays devront être vite mises en valeur et rationnellement exploitées pour satisfaire nos divers besoins.

Le P.D.G. a donc choisi la science de la planification pour assurer efficacement et progressivement la révolution économique de la Guinée.

Un plan de trois ans, se chiffrant à 42 milliards de francs guinéens a été établi en avril 1960 à Kankan. L'exécution de ce plan a commencé il y a aujourd'hui un an. Depuis le 1^{er} juillet 1960, des chantiers sont ouverts dans toutes nos régions pour développer l'infrastructure du pays, la production et les secteurs sociaux : Justices de paix, écoles, hôpitaux, des émetteurs de 100 kilowatts pour la Radio et les Télécommunications, des écoles populaires, des travaux d'adduction d'eau, une grande Imprimerie nationale, des hôtels de 125 chambres, un stade de 25.000 places, l'Institut polytechnique, une autoroute, une Compagnie aérienne, de installations portuaires, un service d'aconage et un port de pêche, etc.

Dans le domaine de l'infrastructure



Nous comprenons que l'Occident colonialiste, malgré certaines contradictions autour de leurs intérêts illégitimes, est resté le même, le défenseur acharné et impudent de la domination de la force sur la justice, le soutien actif des causes perdues et l'ennemi de l'évolution normale des peuples vers le progrès dans la paix et la liberté.

Si l'Occident est resté fidèle à ses aspirations malveillantes à l'égard des « Nègres », il reste aussi fidèle à sa volonté de maintenir ses masses laborieuses, son prolétariat dans l'aliénation perpétuelle, dans la misère et l'indigence.

Ce qui est contre nature dans tout ce drame, c'est le rôle avilissant joué par des Congolais contre la stabilité et la solidarité de leur jeune Etat, contre la liberté et le bonheur de leur peuple.

Ces congolais indignes des souffrances de leur pays restent égaux à des indignes de l'Afrique.

Ces Congolais du nom de Tschombé, de Kasavubu, de Mobutu ou d'Iloé, ont trouvé des recrues parmi certains leaders inconscients « des clubs de Brazzaville et de Monrovia ».

Les uns et les autres, accrochés au train ravageur de l'occident colonialiste, ne se rendent pas compte des changements historiques importants intervenus dans le monde et en Afrique. Ils apportent leur contribution aux puissances coloniales dans l'installation du néo-colonialisme en Afrique, à la place de la domination directe que nos peuples ont condamnée et arrêtée par leur accession à la souveraineté.

Mais, le mouvement nationaliste africain se renforce et agit pour sauver la dignité de nos peuples.

Et ce nationalisme africain, ravivé par l'ignominie de nos peuples contre le régime d'oppression et d'exploitation colonialiste, demeurera d'autant plus inflexible que son origine n'est pas à l'extérieur, mais émerge de sa source même, la plus authentique : de notre histoire propre.

Notre élan, l'élan des peuples africains vers l'édification d'un monde plus juste, recèle toutes les potentialités de paix et d'amélioration du genre humain.

Il est semblable, en dépit de ses et juste que sa finalité coïncide avec les buts que s'assignent tous les bien une traction ou combat ou nationalisme africain à la reconquête du droit de nos peuples, longtemps méprisés et exploités par les systèmes inhumains que les pays d'Europe ont imposés à l'Asie, à l'Afrique et à l'Amérique. Aussi, est-il important de saisir le lien évident et intime qui existe entre la signification de l'anniversaire de l'indépendance congolaise et celle de l'anniversaire de la proclamation de la République de Ghana, qui est née le 1^{er} juillet 1960.

LA REPUBLIQUE DU GHANA

Nul doute que le peuple du Ghana et son parti d'avant-garde, en exigeant et en arrachant l'indépendance du Ghana le 6 mars 1957, ont joué un rôle important dans l'écroulement du système colonial européen en Afrique.

Depuis, le Ghana, qui a fait disparaître le nom de **Gold Coast** est devenu un Etat dynamique dans le combat contre l'impérialisme et pour l'indépendance et l'unité africaines.

L'action incessante de ce pays, ses résultats dans son édification économique et son développement social, sont exclusivement dus à la maturité politique et au courage de son peuple.

Parler du Ghana, c'est aussi parler de son leader politique, de son guide éclairé qui a su avec une équipe d'hommes déterminés, braver les foudres et les dangers du colonialisme, conduire la marche de ce pays africain vers la lumière et la chaleur de la liberté retrouvée après des décades d'esclavage.

Nous rendons hommage à notre ami et frère aîné le **Président N'Krumah** dont la sympathie et l'appui constants n'ont jamais fait défaut à tous les mouvements de libération et de progrès en Afrique. C'est à partir du 1^{er} juillet 1960 que la reine d'Angleterre a cessé d'être le chef de l'Etat africain du Ghana, par le fait de la proclamation d'une République souveraine et indépendante du Royaume-Uni.

Le peuple de Guinée, tout comme le peuple du Mali, doivent avec fierté et confiance fêter l'anniversaire de la République du Ghana. En effet une Union des Etats africains est née de la volonté commune de nos trois Etats.



Deux pionniers de l'unité africaine : Kwamé N'Krumah et Sékou Touré

à la fois l'indépendance de tous nos peuples et leur unité d'action, tant pour assurer la rénovation de notre économie, de notre culture et l'épanouissement de notre personnalité.

Cette option et ces deux mots : **Indépendance, unité**, définissent le difficile combat des peuples africains pour dominer leur destin.

Au delà des interprétations fantaisistes que l'on a pu donner à ce double objectif, avec l'intention évidente de créer la diversion et de faire surgir, de manière subjective, des antagonismes internes dans une Afrique déterminée à se reconstruire, il y a dans ce choix une prise de conscience extrêmement précise des impératifs historiques de l'évolution et une saine conception des notions de liberté, de paix et de progrès.

En regard des impossibles communautés franco-africaines, des communautés euroéo-africaines, belgo-congolaise, etc., il s'est trouvé des responsables politiques qui, dans leur interminable aventure du pouvoir, ont tout à la fois chanté les louanges de ces mariages contre nature et assuré avec la plus grande sérénité que « jamais l'Afrique ne réaliserait son unité ». En réduisant à leurs personnes le combat des peuples africains, ces prophètes du crépuscule, emportés par la magie des mots et le mystère des abstractions, se reniaient eux-mêmes en considérant la réhabilitation de notre histoire et de nos civilisations comme des faits impossibles.

Selon les apôtres du néo-colonialisme, la communauté franco-africaine serait possible, la communauté belgo-congolaise serait viable, l'Angola serait le Portugal, l'Afrique serait le complément de l'Europe, **MAIS LA PERSONNALITE AFRICAINE N'EXISTERAIT PAS.**

et qui s'est vu offrir... pour la liberté de l'homme dans une société libre, pour la paix dans la coopération et l'amitié, pour le progrès au service du peuple, afin que l'humanité s'épanouisse pour un plus grand bonheur de l'homme.

Il y a lieu d'ajouter que sur le plan concret il y a une identité de conditions et d'objectifs qui transcende les diversités multiples de l'Afrique. Il faut considérer que tous les territoires africains sont victimes, à travers le colonialisme, des mêmes insuffisances et de la même déclassification. De nombreux objectifs majeurs leur sont communs. Cette unité de fait ouvre des perspectives d'évolution débouchant sur une totale émancipation.

A titre d'exemple il est bon de se rappeler que l'Afrique, qui représente 8 % de la population du globe, a produit au cours de 1950, 56 % de la production mondiale (non compris l'U.R.S.S.) de l'or, 52 % de la production mondiale de manganèse et du chromite, 13 % de la production mondiale de concentré d'étain, 22 % de la production mondiale de manganèse, etc.

En 1954 le seul territoire du Congo, dit belge, a produit 60 % de la production mondiale du diamant.

Voilà les véritables chances d'équipement et de développement de l'Afrique, certains de ses moyens d'évolution. Mais faut-il encore que l'Afrique ait la liberté de leur emploi, pour que celui-ci serve effectivement au mieux-être de ses peuples. Car nous revenons toujours et invariablement à une définition du progrès qui ne puisse souffrir aucune équivoque : **le progrès, nous ne pouvons le considérer qu'en tant qu'accumulation de moyens et extension des pouvoirs dont disposent les sociétés, pour améliorer les conditions de vie et accroître le bien-être de l'homme.**

NOTRE PLAN TRIENNAL

Oui camarades militants du P.D.G., n'est-ce pas que nos activités dans leur diversité tendent à ce but suprême ? Rendre heureux notre peuple, rendre prospère notre nation et libérer de toute exploitation, de toute aliénation et de toute oppression le citoyen ou la citoyenne de Guinée ? Face à ce but nous avons

des 1^{er} seront... matériel étant déjà reçu.

Une trentaine de bacs neufs, 73 autobus sont en service et bientôt ce nombre sera porté à 118.

Un service de transports routiers, doté de près d'un millier de camions, à côté d'un chemin de fer qui se modernise avec des locomotives et des wagons neufs.

Quant à la production agricole et industrielle à laquelle sont consacrés 20 milliards de francs, les travaux sont presque commencés partout : les dix mille engins commandés sont livrés en partie et le seront totalement pour la prochaine campagne agricole.

Enfin, pour se faire une idée de l'importance des travaux neufs entrepris, il suffit de savoir que plus de 9.000 travailleurs ont été recrutés depuis le 1^{er} juillet 1960 pour les opérations du Plan.

A l'occasion de la prochaine conférence nationale du P.D.G., à Labé, nous fournirons un bilan complet et détaillé sur les réalisations dues à notre politique de planification.

En ce jour de 1^{er} anniversaire de notre Plan, nous affirmons au peuple de Guinée que ses efforts ne sont pas vains, puisque dans tous les domaines, les bases de son économie sont en transformation qualitative.

Partout les masses gardant une confiance absolue dans l'avenir de la nation se mettent au travail pour créer et élargir les possibilités économiques du pays.

Bien sûr, camarades, que cette confiance et cet amour du travail qui se développent dans les chantiers et les campagnes, seront les éléments déterminants du grand succès qui sanctionnera notre 1^{er} Plan de développement national.

Pour que vive l'indépendance de la République du Congo, Pour que prospère la République du Ghana,

et pour que se réalise avant terme notre Plan triennal,

Camarades, restons vigilants et conscients : renforçons notre unité et développons notre action au sein du P.D.G., qui s'est mis au service de l'Afrique et de la cause juste des peuples du monde : Liberté. Bien-être et Paix.

Nouvelles de la Capitale

HOROYA — Samedi 1^{er} Juillet 1961

LA LÉGENDE DE GHANA A LA PERMANENCE NATIONALE

Samedi soir, à partir de 21 heures, aura lieu une soirée théâtrale organisée par le ministère de la Jeunesse, des Arts et de la Culture, avec le concours de l'Education nationale. Au programme de cette soirée est inscrite une légende de Ghana adaptée par M. Djibril Tamsir Niane, professeur du Lycée de Donka : **Les fiancées tragiques.**

La coutume de Ouagadougou veut que chaque année au moment des moissons, soit sacrifiée au génie du village, serpent à trois têtes qui vit caché dans une grotte, une belle jeune fille. Alors le pays sera puisant, les moissons belles, la vie de la collectivité assurée.

Cette année-là, tandis que les « vénérables vieillards », sont réunis dans la forêt sacrée pour désigner la victime, la belle Sarata, agitée par des sombres pressentiments, exprime ses craintes à son fiancé. Celui-ci pourtrait met en doute la

justesse de la coutume et, plaçant son amour au-dessus de la superstition, refuse à l'avance de s'incliner devant le verdict des anciens. La belle Sarata a vu juste, elle est la victime désignée. Que va-t-il se passer ? Le courage du jeune homme sera-t-il vainqueur ? Sarata elle-même comprendra-t-elle le langage de la raison quand son fiancé lui crie : « c'est un serpent qui va te dévorer, ce n'est pas un génie » ?

Cette belle légende, où s'exprime le combat de l'ancien et du nouveau, du bonheur individuel et de la loi du groupe, de la superstition mystique et de la raison, est interprétée par les élèves du Lycée de Donka, du Lycée de jeunes filles et de l'Ecole normale de jeunes filles avec une sincérité et une simplicité poignantes.

Le conseil des Ministres

suite de la première page

comité de coordination groupant les délégués des trois partis politiques de Ghana-Guinée-Mali à Lomé, en République de Guinée.

Les ministres des Transports se réuniront le 15 août 1961 en vue d'étudier l'établissement des lignes aériennes et maritimes intéressant les trois Etats. En conclusion le ministre des Affaires étrangères a souligné que la rencontre de Bamako a été positive.

Après d'importantes communications du Président de la République, le conseil des ministres a désigné une délégation devant représenter la République aux fêtes commémoratives de l'anniversaire de l'indépendance de la République sœur du Ghana. Cette délégation a été composée

Au sujet de la conclusion dont nous laissons la surprise aux spectateurs, nous ferons une simple remarque : la lutte contre les préjugés et les croyances abusives ne se passe pas dans la solitude des bois mais au milieu des êtres humains. Car, c'est la solitude initiale du courage, surtout du courage dans sa forme morale, que l'auteur a voulu sans doute symboliser ainsi, ne disparaît que lorsque le courage est devenu collectif, c'est-à-dire lorsque le pionnier a gagné la masse à sa cause. Ceci dit, félicitons d'ores et déjà M. Tamsir Niane pour la finesse et la beauté de langage de son adaptation.

(Le rôle de la belle Sarata est tenu par Melle Cissé Bintou de l'Ecole normale et le rôle de Séfé-doko, le fiancé, par Condé Fafani de Lycée de Donka.)

ANNIVERSAIRE D'UN "MOMENT"

suite de la première page

téressant et son objectif, en un mot sa foi dans sa révolution et dans le Parti Démocratique de Guinée, devaient lui permettre de surmonter les difficultés évidentes de ce vaste programme de développement.

Bien sûr, il reste encore beaucoup à faire, bien des obstacles à surmonter ; mais le départ a été bien pris, les perspectives sont largement ouvertes sur un avenir de bien-être dans le progrès, ce progrès que, répétons-le, le peuple de Guinée n'envisage pas isolément, mais pour tout le continent africain, et comme une contribution effective au progrès de l'humanité.

Moment de notre révolution, notre plan procède de la détermination, de la volonté de lutte du peuple de Guinée, grâce auxquelles il a pu modifier dans un sens positif les conditions dégradantes qui étaient imposées par la domination coloniale française. Nul doute que ces qualités, solidement étayées par une vigilance constante et consciencieuse, permettront la réalisation avant terme du premier Plan triennal.

KEN.

ÉTAT CIVIL

du 29 au 30 Juin 1961

NAISSANCES

Fatoumata de Diallo Souleymane et de Bangoura Bankougbe ;

A propos du prochain départ

DES MISSIONS DU B.P.N. DANS LES SECTIONS DU P.D.G.

Dans quelques jours, 12 équipes formées des membres du Bureau Politique National partiront de la Capitale pour les 43 sections du P.D.G.

Au cours de ces périples à l'intérieur de la République, les responsables nationaux du Parti auront pour tâche essentielle de mesurer le degré de maturité politique des sections, ainsi que leur évolution et le chemin parcouru depuis la dernière conférence nationale, le tout dans le cadre des critères énoncés par celle-ci.

On sait que cette conférence, tenue les 21, 22, 23 et 24 novembre derniers à Kisdougou, avait procédé au classement général des sections sur la base des critères minutieusement étudiés qui se résumaient aux quatre points suivants :

1° L'autorité politique de la section dans l'application de la prééminence du Parti, le respect de la fonction et de la hiérarchie administratives et des organismes techniques.

2° La capacité de mobilisation politique et d'organisation matérielle des masses, dans les manifestations de la vie du Parti : congrès, conférences, causeries, défilés, sports, arts, culture, fêtes et réceptions publiques.

3° Les résultats, la nature et les conditions des travaux d'investissement humain, le civisme des militants vis-à-vis du devoir fiscal et du respect des lois et règlements, le placement des cartes du Parti par rapport au nombre de la population de la section.

4° L'administration de la section.

vaux immédiatement rentables effectués au titre de l'investissement humain.

3° des acises des sections (comptabilité financière, comptabilité matérielle) ainsi que de la nature des opérations.

4° de la tenue des registres et archives de la section.

5° de l'exécution des travaux du plan triennal.

6° du fonctionnement des services administratifs et techniques par des réunions de critique et d'auto-critique de directeurs et chefs de services régionaux avec la participation des responsables politiques et syndicaux.

Comme on peut le constater, les considérations expresses, qui sont venues s'ajouter aux critères de 1960 et qui trouvent leur origine dans la constante évolution de l'action politique du Parti, placent les responsables et militants des sections dans le contexte du respect inconditionnel des principes fondamentaux de notre révolution populaire, à savoir : organisation, discipline et ordre, conscience civique, loyauté, sens de l'intérêt général et parfaite vision de l'avenir.

Le discours du Président

Sékou Touré

suite de la première page

constante fidélité aux intérêts de son peuple. Le désionnairement commença

FEU DE CAMP A L'ECOLE

NATIONALE DE SECRETARIAT

MM. Paul Faber, ministre de la Justice et garde des sceaux ;
Dramé Alioune, ministre de l'Industrie et des Mines ;
Diallo Abdoulaye, ministre-résident de Guinée au Ghana ;
Diallo Telli, ambassadeur de Guinée à l'O.N.U.

Par ailleurs, le conseil des ministres a pris des mesures relatives à l'intérim des ministères.

C'est ainsi que M. Kaba Sinkoun, ministre de l'intérieur et des Collectivités Publiques a été chargé d'assurer l'intérim du ministère de la Défense nationale et de la Sécurité pendant l'absence de M. Kéita Fodéba et M. Diakité Moussa, gouverneur de la Banque de la République de Guinée, de celui du ministère du Commerce pendant l'absence de M. Kéita N'Famora.

Il a procédé par ailleurs à l'affectation de fonctionnaires dans les ambassades de Guinée à l'étranger : M. Bangoura Hodramet, précédemment en service à la présidence de la République est mis à la disposition du ministre des Affaires étrangères pour servir à l'ambassade de Guinée à Rabat.

Mme Bangoura, née Kaba Sira, secrétaire dactylographe, précédemment en service au ministère des Affaires étrangères est affectée à l'ambassade de Guinée au Maroc.

Mlle Barry Yvette, secrétaire sténodactylo précédemment en service à la Banque de la République de Guinée, est affectée à l'ambassade de Guinée en Tchécoslovaquie.

M. Konaté Demba, instituteur, précédemment en service à Kindia est affecté à l'ambassade de Guinée en Tchécoslovaquie en qualité de deuxième secrétaire.

Mercredi 28 juin à 21 heures, dans la vaste enceinte de l'Ecole nationale de secrétariat, à Donka, les bûches du feu de camp de la brigade M'Balla, ont brûlé en présence d'une foule nombreuse et enthousiaste. Parmi l'assistance on remarquait la délégation du ministère de la Jeunesse des Arts et de la Culture conduite par « chef Yattara », les directrices des établissements féminins et les représentants des sous-comités scolaires.

La joie, la vitalité qui pouvaient se lire dans les actes et sur la physionomie de chacun et de chacune, expriment le dynamisme de nos mouvements de pionniers.

Mademoiselle Louise Pinson, première responsable du sous-comité scolaire a prononcé un discours dans lequel elle a fait le bilan des activités annuelles de l'Ecole, notamment de l'admission de toutes les candidates pionnières, aux différents examens. Poursuivant son allocution, elle a exalté les rôles politique, civique, social et moral que doit accomplir cette partie de la jeunesse guinéenne. En terminant, elle a invité tous les pionniers et jeunes combattants pour la démocratie à consolider la fraternité et à redoubler de vigilance, seuls moyens de sauvegarder l'indépendance nationale.

LES SPECTACLES

OU IREZ - VOUS

CE SOIR

DEMAIN

ET APRÈS ?

AU PALACE

SAMEDI 1^{er} JUILLET : Sans retour

Génies du mal

DIMANCHE 2 JUILLET : Faux coupable

Anna de Brooklyn

Aissata de Traulo amaaou et de Diallo Diaraye ;

Ma M'Ballou de Cissé Morlaye et de Soumah Mamé ;

Aissata de Touré Moustapha et de Camara Moussoukoro ;

Fatoumata Bintu de Bah Boubacar et de Diallo Aïssata ;

Kaba de Soumah Sékou et de Cissé Mabinry ;

Birumacé de Kourouma Kaman et de Kandé Dagbé ;

Boubacar de Bah Pathé et de Bah Aïssata ;

Boungourabi de Camara Fodé et de Bangoura Diénaba ;

Fodé de Sylla Aly et de Camara Bountou ;

Abdoulaye de Kéïta Papa et de Bangoura Mariama

Manadou Salifou de Bangoura Ousmane et de Touré Fatoumata ;

Tiranké de Kéïta Moustapha et de Sibibé Kadiatou

Almany de Camara Ibrahim et de Sylla N'Gady

Alpha Amadou de Soumah Abou et de Sylla Mamé ;

N'Mah de Camara Momo et de Sylla Fatou ;

Almany de Sylla Seydouba et de Soumah Fatou.

MARIAGES

Camara Fodé avec Kéïta Kadiatou ;

Soumah Gassinou avec Soumah Fatou ;

Kéïta Moussa avec Traoré Possé Soumah Moustapha avec Kéïta Aïssata ;

Camara Mohamed avec Sylla Nana ;

Bangoura Bangali avec Camara Fatou ;

Gbamou Pépé François avec Diallo Sira ;

Camara Amara dit Yédy avec Camara Massiré ;

Camara Drissa avec Sylla Aïssata.

DÉCÈS

Dramé Alpha Oumar 2 ans ;

Diallo Abdourahamane 2 ans ;

Touré Mahawa 3 ans ;

Koumbé N'Pamara 1 an.

la permanence, les registres des procès verbaux des réunions du comité directeur, des comités de villages ou de quartiers ; la régularité et la ponctualité de l'envoi des rapports mensuels et autres documents périodiques, des livres de comptabilité et de gestion des biens de la section, les circulaires aux comités de base, et les archives.

A la lumière de ces critères et à l'issue de l'inspection annuelle des sections du P.D.G. par le Bureau Politique National, un classement général a été établi le 18 novembre 1960 et dont les premières places ont été réparties comme suit :

- 1° — Guékédou ;
- 2° — Kissidougou ;
- 3° — Beyla et Télimélé ;
- 4° — Pita ;
- 5° — Labé ;
- 6° — Conakry II ;
- 7° — Bissikrima ;
- 8° — Kouroussa ;
- 9° — Dalaba ;
- 10° — Youkounkoun.

Rappelons que le Bureau Politique National, en annonçant ce classement, avait tenu à souligner que les masses populaires de l'ensemble des sections du P.D.G.-R.D.A., y compris celles des sections n'ayant pas obtenu un rang satisfaisant, sont demeurées saines et fidèles au Parti tout comme elles s'étaient montrées dignes de la révolution du peuple de Guinée.

Ainsi donc, pour l'année 1961, les critères ont été repris et élevés au niveau actuel du pays, qui chaque jour manifeste sa détermination de brûler les étapes pour accélérer rapidement au stade d'une nation moderne.

C'est ainsi que les missions d'inspection du B.P.N. auront pour tâche essentielle de procéder spécialement à la vérification sur place :

1° des travaux d'investissement humain déjà annoncés par les sections comme étant entièrement réalisés.

2° de l'utilisation qui a été faite des produits des plantations collectives et des produits des autres tra-

en effet le plus digne et le plus méritant. Depuis ce jour solennel, face au roi de la Belgique et à toutes les personnalités paternelles de l'Occident colonisateur et face aux futurs instruments africains de l'impérialisme contre la souveraineté souverainisme, le Président Lumumba devait clamer très haut le sens de l'indépendance de son pays. Cette acquisition du combat populaire était présentée par le roi comme un gracieux et bienveillant don offert et non comme le fruit de la lutte et des efforts du peuple congolais — Le différent profond, né à la suite des deux discours : celui du roi et celui du Président Lumumba, semblait à beaucoup d'observateurs inexpérimentés comme sans aucun fondement sérieux.

Cependant, aujourd'hui, un an entièrement accompli à partir de ce 30 juin 1960, il ne reste plus d'hommes honnêtes qui n'aient réalisé, à travers le drame ignoble qui s'est déroulé au Congo, la signification concrète de ces deux discours qui envisageaient pour le peuple congolais deux avenir différents.

En somme, il ne s'agissait même pas pour le roi d'un avenir différent du passé colonial, alors que pour le digne représentant populaire Patrice Lumumba, il s'agissait d'un avenir de réelle et féconde indépendance, d'une souveraineté effective basée sur la volonté du peuple et allant à la reconquête et à la réhabilitation de sa civilisation et de sa culture, à la sauvegarde de ses intérêts placés en étroite solidarité avec les intérêts supérieurs de 220 millions d'Africains plus ou moins libérés du fardeau étranger.

Aujourd'hui on peut se demander pourquoi le Président Lumumba a fait appel à l'O.N.U., à cette organisation qui, sur le problème congolais se st révélée à tous comme un instrument colonial spécialisé dans la diversion, la corruption et la trahison.

On peut se demander pourquoi le Président Lumumba, fort de la confiance unanime et de l'appui actif de son peuple, n'a pas foulé au pied l'ancienne légalité coloniale qui

1^{er} ANNIVERSAIRE DU PLAN TRIENNAL

Organe tri-hédomadaire d'information édité par la Régie Nationale de l'Agence Guinéenne de Presse

FOROZA

TRAVAIL - JUSTICE

SOLIDARITÉ

Rédaction - Administration - Publicité - B. P. 191 CONAKRY - Tél. 33-66 - Adresse Télégraphique AGUIPPRES

SAMEDI 1^{er} JUILLET 1961

ÉDITORIAL

ANNIVERSAIRE D'UN "MOMENT"

1^{er} juillet 1960. 1^{er} juillet 1961. Il y a un an, était lancé le premier Plan triennal guinéen de développement économique et social, dont le cadre avait été arrêté à la Conférence nationale de Kanakan du 2 au 6 avril 1960.

La nécessité d'une affirmation plus nette de notre souveraineté, les exigences d'un essor rapide de notre économie spoliée par soixante années de domination coloniale et d'exploitation, nous ont conduit à un examen objectif de nos possibilités et de nos ressources. Cette nécessité et ces exigences, si elles sont naturellement basées sur l'effort national, bénéficient aussi d'un apport appréciable de pays amis.

Notre Plan triennal, facteur primordial de notre indépendance économique, fait suite à notre indépendance politique. C'est que, depuis le 28 septembre 1958, le peuple

TROIS FAITS HISTORIQUES EN 25 HEURES

INDÉPENDANCE CONGOLAISE RÉPUBLIQUE GHANÉENNE PLAN TRIENNAL GUINÉEN

A l'occasion de l'anniversaire du lancement de notre 1^{er} Plan de développement économique et social, commémoration qui correspond à celle de deux autres événements africains d'importance et de portée internationale, à savoir : la proclamation de la République de la République de Ghana, où la Reine d'Angleterre cessait d'être le chef de l'Etat, et, 24 heures plus tôt à Léopoldville, la naissance officielle de la République souveraine du Congo ex-belge, voici le message adressé à la nation par M. Sékou Touré, Président de la République de Guinée.

Le 30 juin 1960, a été le jour de proclamation solennelle à Léopoldville, capitale de l'ex-Congo belge, de la naissance d'un Etat indépendant d'Afrique : la République souveraine du Congo.

Depuis cette date, ce pays et son peuple ont occupé et continuent d'occuper une place importante dans l'histoire de notre continent et dans les rapports antagonistes entre les forces internationales de démocratie et de progrès et les forces de réaction impérialo-colonialistes, pour lesquelles ils sont devenus un nouvel objet de tension et d'opposition systématique. Le Congo belge était considéré comme le pays le plus ar-

PRIX
25 francs le Numéro

ABONNEMENT

1 an 3.000
6 mois 2.000
3 mois 1.000

Abonnement de soutien : 5.000

No 30 - 1^{re} ANNÉE

La réunion du CONSEIL DES MINISTRES du 29 Juin

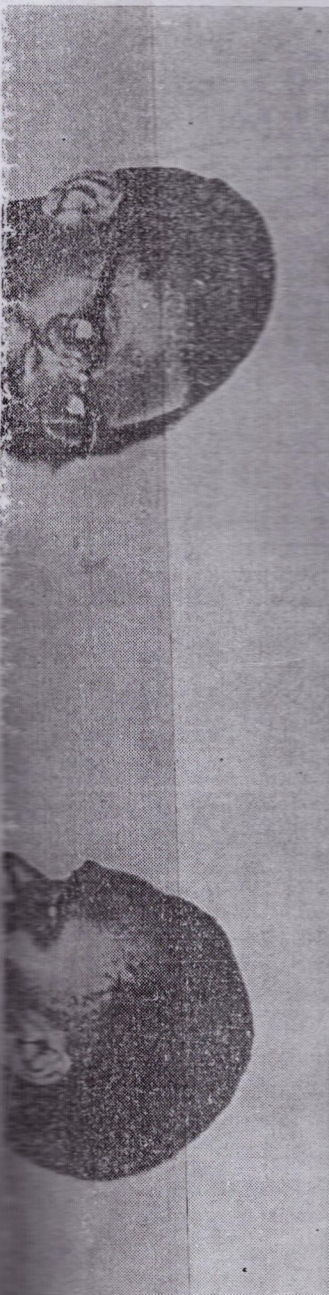
Présidé par le chef de l'Etat, le dernier conseil des ministres du mois de juin, s'est tenu jeudi 29 à 9 heures.

Au cours cette séance de travail, le ministre des Affaires étrangères a présenté à ses collègues le compte rendu de la dernière rencontre des chefs d'Etat de l'Union Ghana-Guinée-Mali qui s'est tenue à Bamako.

Le ministre des Affaires étrangères a notamment présenté le calendrier des rencontres des ministres, des organisations de jeunesse et de femme des 3 Etats : inauguration des lignes téléphoniques et télégraphiques entre les Etats de l'Union, cérémonie fixée au premier juillet à Accra. Le premier août 1961 ouverture des relations d'échanges de mandats et de colis postaux, le 12 août 1961 réunion d'un

● Suite de la page 2

● Suite page 2



de Guinée a pleinement conscience de son entière responsabilité quant à son destin, de son entière responsabilité dans chacun de ses actes. Cette conscience et cette responsabilité lui ont permis de procéder, dans les divers domaines des activités de la nation, à des modifications indispensables tendant à libérer les initiatives et renforcer les activités du peuple dans l'intérêt général.

Ce plan de développement économique et social, dont le chef de l'Etat brosse un tableau magistral et dont on pourra lire des résultats partiels après un an de mise en chantier, est une manifestation concrète de ces initiatives et de ces activités. Car il s'agit bien, à travers l'action révolutionnaire, de modifier radicalement et de détruire tout ce qui, dans les structures anciennes imposées, est néfaste aux conditions nouvelles à créer, lesquelles doivent nécessairement être adaptées aux besoins réels et à l'intérêt de nos masses. « La révolution, a dit le Président Sékou Touré, est tout à la fois une oeuvre de construction et une oeuvre de destruction, parfaitement consciente et cohérente ».

Ce plan de trois ans se chiffant à 42 milliards de francs guinéens, où en est-il après un an d'existence ? Le bilan exposé dans les colonnes voisines est suffisamment éloquent.

L'importance des travaux entrepris et déjà réalisés ou en voie d'achèvement très prochain est tel, que sans vouloir faire preuve d'un optimisme béat ou de commande, on peut bien augurer de son avenir.

L'esprit d'initiative, la solidarité, la cohésion, la conscience révolutionnaire du peuple de Guinée, sa volonté et son esprit de lutte, son désin-

terre ou morte, ou, après les grands penseurs de l'exploitation coloniale, il ne pouvait, pour très longtemps, pointer la moindre lueur de dignité, la moindre vocation à la liberté et à l'indépendance.

Cependant, un pays, un peuple qui par la conscience de leur état de misère et celle de leurs immenses richesses sont arrivés à imposer le respect de leur volonté à ceux qui s'en disaient les maîtres éternels. Dans ce peuple, a pris corps un mouvement de masse décidé à arracher ce qu'il y a de bien suprême dans la vie des peuples : l'indépendance nationale.

Après avoir subi, des emprisonnements arbitraires, des répressions sanglantes et des tueries massives, le peuple frère du Congo a fini par avoir raison de l'armée et de la police réactionnaires de la Belgique.

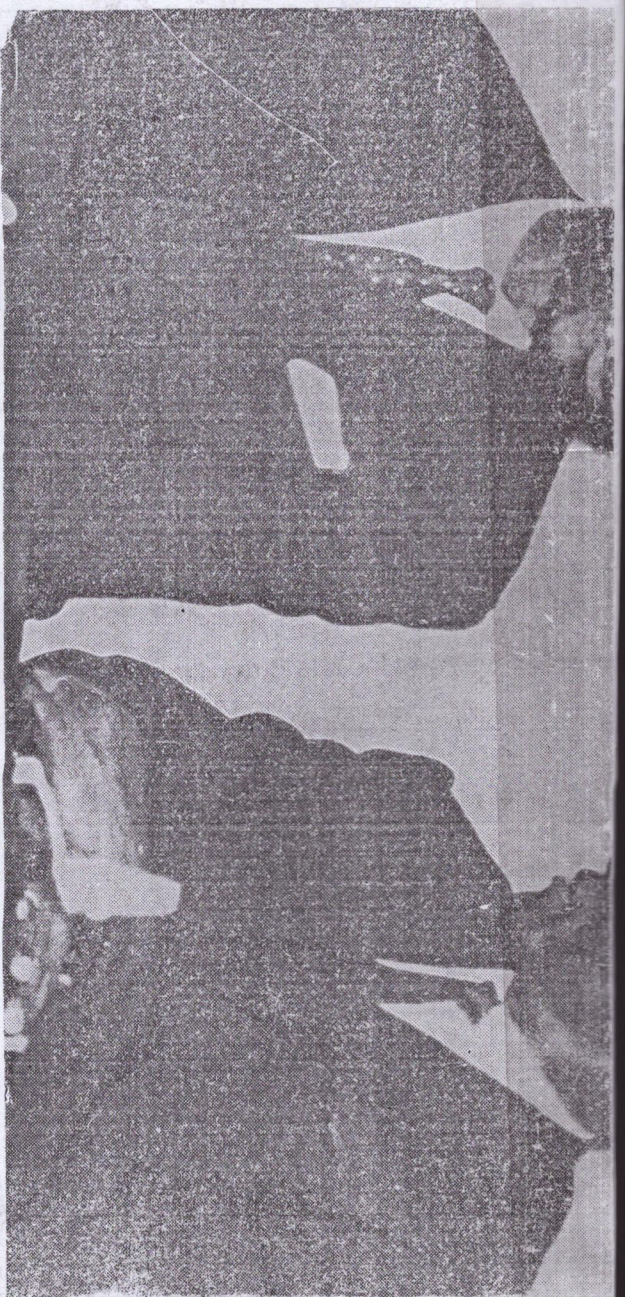
Dans ce combat mené par tous les partis du peuple congolais avec combativité plus ou moins élevée, le M.N.C., parti de notre ami et

L'affaire algérienne LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS BATTU PAR ABANDON ?

« Nous sommes en train de finir la guerre d'Algérie honorablement, tranquillement, sans affolement. »

Au cours de la seconde journée de son voyage en Lorraine le général de Gaulle a apporté certaines « précisions » aux déclarations faites la veille à Bar-le-Duc. Tout en maintenant son idée de partage ou cas où le F.L.N. refuserait les offres d'association que Joxe va lui renouveler au bord du lac Léman, le général a dit : « Les opérations militaires sont virtuellement terminées. La France veut retrouver la liberté de ses moyens, (sous-entendu en Europe, où l'Allemagne semble avoir profité de l'immobilisation des troupes françaises en Algérie pour se tailler une place de choix). Elle veut cesser d'engouffrer (dans la guerre d'Algérie) ses efforts, ses hommes et son argent. »

Ce discours, qui n'apporte pas à première vue grand chose de neuf, étant donné que le général ne semble pas renoncer à la partition, laisse percer cependant une pointe d'amertume et entendre que le général a



Le Président Patrice Emery Lumumba à Conakry.

Billet du jour

1^{er} juillet 1961, premier anniversaire du lancement de notre premier Plan Triennal de développement économique et social. C'est aussi le jour des bilans : bilan des réalisations achevées, parmi celles qui avaient été prévues et entreprises ; bilan des investissements humains, qui constituent un magnifique élan de solidarité et de patriotisme, bilan de leur utilisation judicieuse et rationnelle ; bilan aussi de notre action civique, car tout est lié dans la vie de la nation.

Oui, faisons nos comptes et notre examen de conscience. Avons-nous suscité spontanément aux demandes réitérées du B.P.N. et du commandant de la région administrative quant à la suppression des champs de culture miniatures en pleine ville ? Avons-nous procédé au nettoyage et à l'assainissement de nos toitures ? Avons-nous pris nos dispositions pour que diminue le nombre des accidents de la circulation, dus aussi bien à l'imprudence des motorisés qu'à celle des piétons ?

Si le bilan est positif, alors bravo ! Sinon au travail, citoyens ! Il n'est jamais trop tard....

30 Juin 1960 - 30 Juin 1961 Il y a un an, naissait la République du Congo

Le 30 juin 1960, le Congo belge était proclamé Etat indépendant. La jeune République du Congo, née quelques jours plus tard, adoptait comme Constitution la Loi Fondamentale, qui avait été imposée à la Belgique elle-même. Cette proclamation solennelle, ainsi d'ailleurs que le roi des Belges devait maladroitement le laisser pressentir dans un péle discours de Léopoldville, n'était, dans l'esprit retors des colonialistes belges et leurs alliés, qu'une opération dont ils espèrent tirer le maximum de bénéfices, tant économiques que militaires.

Mais la vigilance du peuple congolais était restée en éveil, et c'est groupé derrière son grand leader, le président Patrice Lumumba, qu'il a résolument repris la lutte, une lutte qui devait devenir, de par l'obstruction maladroite des impérialistes aidés de leurs suppôts une des plus rudes épreuves que les peuples de ce continent africain aient jamais eu à subir. D'une part, les agresseurs belges, parjures à leur serment, avec leurs alliés de l'O.T.A.N. et le paravent de l'O.N.U. De l'autre, le peuple congolais, et à travers lui, les peuples de tout un continent et du monde épris de paix et de liberté.

Cédant au sordide appas de lucre, vendant leur patrie, des valets que la

postérité qualifiera comme il convient ont provoqué le morcellement de leur pays, l'anarchie dans les institutions. Puis, toutes ces exactions s'élevant inefficaces devant la détermination du peuple congolais, ils ont frappé la tête, obstacle majeur à leurs noirs desseins : Patrice Lumumba a été froidement, lâchement assassiné, avec nombre d'autres dirigeants congolais demeurés fidèles à leur idéal de liberté.

En ce jour anniversaire de la proclamation de l'indépendance du Congo, alors que les impérialistes et leurs tristes créatures Kasavubu, Mobutu, Iléo, Tschombé et autres Kalandjiléo, continuent, avec l'aide ouverte de l'O.N.U., à mener leurs néfastes activités dans le but de circonvenir et d'anéantir le gouvernement légal du Congo aux destinées duquel préside le dauphin légitime de Patrice Lumumba, M. Antoine Gizenga, nous nous souvenons avec émotion, mais aussi avec fierté et émotion, de ce grand Africain, ce héros immortel de l'indépendance de notre continent qu'est le président Patrice Emery Lumumba.

Patrice Lumumba n'est pas mort en vain, l'Afrique reconnaissante en c fait un symbole de lutte, de courage et de confiance.